Montréal mardi 19 juin 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique • 123e année N° 236 56 pages, 4 cahiers **70 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **80 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées



BOXE /// LES CLANS LUCAS ET MICHEL METTENT LES GANTS

SPORTS PAGE **1**





LE QUARTIER DIX30 S'ÉTALE

L'AMBITIEUX CENTRE COMMERCIAL DE LA RIVE-SUD OFFRE **UNE NOUVELLE VOIE** AUX CONSOMMATEURS. MAIS IL **BARRE LA ROUTE** À LA CONCURRENCE ET À L'ENVIRONNEMENT, ESTIMENT SES DÉTRACTEURS.

UN DOSSIER DE FRANÇOIS CARDINAL **PAGES A2** ET **A3**

PHOTO DAVID BOILY, *LA PRESSE*©



LES MÉDECINS DÉSERTENT L'HÔPITAL DE SAINT-EUSTACHE

Un cinquième des lits d'hospitalisation sont fermés pour pallier le manque chronique d'effectifs

PASCALE BRETON

L'hôpital de Saint-Eustache a perdu près de la moitié de ses médecins généralistes depuis quatre ans. Une situation insoutenable qui force la direction de l'établissement à fermer le cinquième de ses lits d'hospitalisation jusqu'à nouvel ordre.

En l'espace de quatre ans, 35 médecins qui traitent les patients hospitalisés dans les unités de soins généraux ont quitté l'hôpital. Seulement quatre médecins sont arrivés pour combler ces départs.

Les deux plus récentes désaffections se sont produites il y a quelques jours à peine. Les médecins ne sont plus assez nombreux pour s'occuper adéquatement des malades. La direction de l'hôpital n'avait plus le choix. Elle ferme 30 des quelque 160 lits d'hospitalisation pour une période

›Voir **LITS** en page **A4**

GEORGES THURSTON
1951-2007

AIMER LA VIE COMME BOULE NOIRE

ACTUEL PAGE **4**

EXPO 67

DES PERLES RARES PARMI LES SOUVENIRS

ACTUEL PAGE **1**



Policiers dans le métro L'îlot Voyageur, nouveau port d'attache?

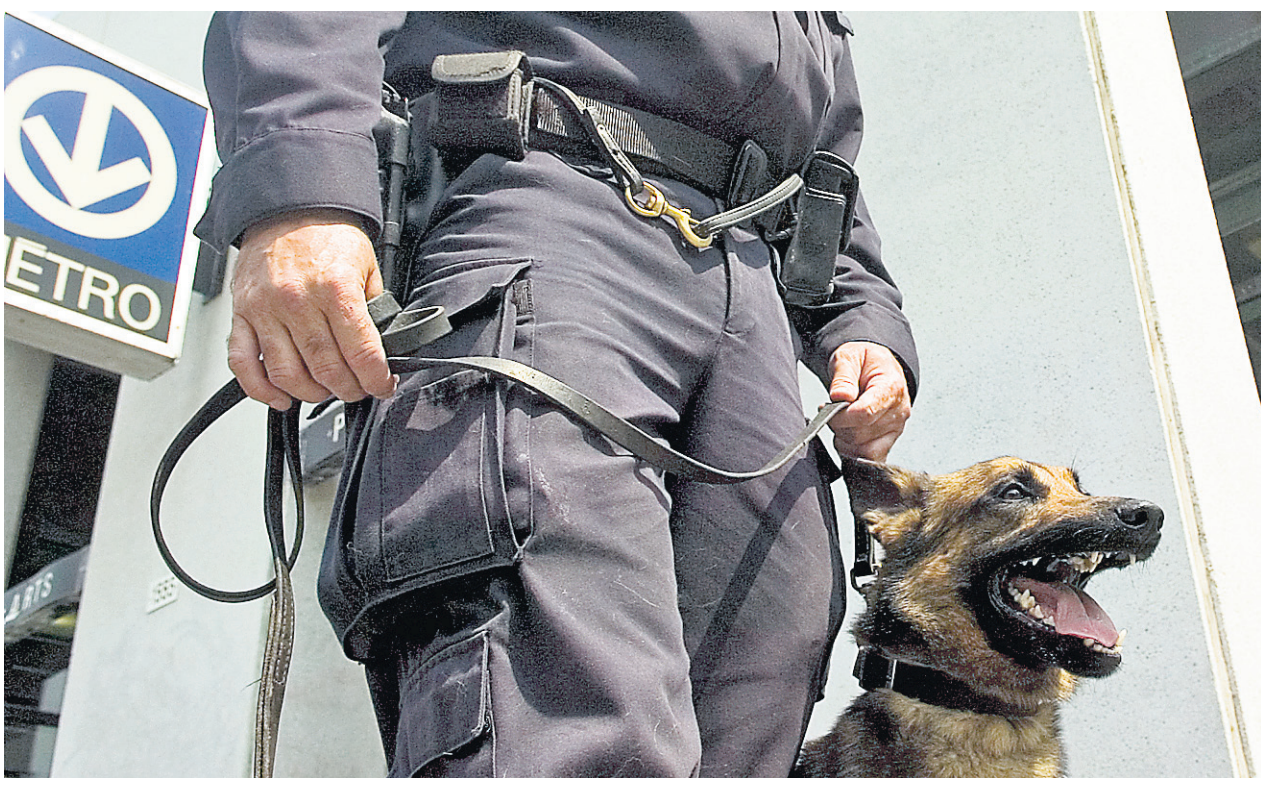


PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Depuis hier, 132 agents assurent la sécurité publique dans les 65 stations du métro de Montréal. Pour le grand jour, Yves Marcoux était accompagné de son chien renifleur Rosco, à la station Place-des-Arts. Ces policiers pourraient dès 2009 installer leur quartier général dans le nouvel édifice de l'îlot Voyageur, a appris *La Presse*. Le poste des agents de police du métro est temporairement installé à la Place des Arts. Nos informations en page A8.

PÉDOPHILIE SUR INTERNET

Les enquêtes se multiplient au pays

LAURA-JULIE PERREAULT

Une enquête internationale, dans laquelle des policiers canadiens ont joué un rôle central, a permis de démanteler un vaste réseau de pédophiles sur internet. Au Canada, cinq arrestations en lien avec cette affaire ont eu lieu dans la région de Toronto au cours des 10 derniers mois. Mais selon la police, ce coup de filet dévoilé hier n'est que la pointe d'un terrifiant iceberg au pays.

Les autorités canadiennes étudient présentement plusieurs milliers de pistes concernant de présumés pédophiles, a appris *La Presse* hier de la bouche de la patronne du Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants, la surintendante Earla-Kim McColl.

Au cours des trois derniers mois seulement, une des équipes d'enquêteurs du Centre, spécialisée dans les réseaux de pédophiles, s'est vu confier 10 dossiers impliquant de 10 à 300 personnes.

›Voir **PÉDOPHILIE** en page **A21**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Quel est le point commun entre les statues de l'île de Pâques et les viaducs de Laval? On ne sait pas qui les a bâtis. Mystère.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

GOUVERNEMENT PALESTINIEN

L'OCCIDENT ROUVRE LES VALVES

PAGE **A25**

LA CONFÉRENCE DE MONTRÉAL S'OUVRE

NOS INFORMATIONS ET LA CHRONIQUE DE CLAUDE PICHÉ

LA PRESSE AFFAIRES PAGES **1, 3** ET **4**



Prenez vos courriels au moyen du réseau le plus puissant du Canada[1].



Faites-en plus lorsque vous êtes en déplacement grâce au réseau mobile haute vitesse le plus rapide au Canada[1].

Abonnez-vous maintenant à un forfait courriel, Internet et voix à 45 $ pour BlackBerry et profitez des offres en prime suivantes[2] :

- Utilisation illimitée du courriel et d'Internet pendant 3 mois
- Appels locaux illimités pendant 3 mois
- Appels illimités le soir à partir de 18 h[3]

BlackBerry.

L'offre prend fin le 30 juin 2007 ; applicable aux appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau numérique principal et du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris taxes étrangères) peuvent s'appliquer à l'extérieur des zones de couverture de Bell Mobilité. Des frais additionnels, tels que les frais d'accès au service d'urgence e9-1-1 (0,75 $/mois), les frais d'accès au réseau – qui ne sont pas exigés par le gouvernement – (8,95 $/mois) et les frais uniques d'activation (60 $ pour les appareils de données) s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Cette offre est modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre. Taxes en sus. Photo à titre indicatif. D'autres conditions s'appliquent. [1]En considérant que sa zone de couverture est la plus vaste et que son réseau mobile haute vitesse (1xEV-DO) est le plus rapide au Canada ; service non offert dans toutes les régions. [2]Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un contrat de 3 ans à tout forfait courriel, Internet et voix pour appareil BlackBerry d'une valeur de 45 $ ou plus. [3]Pendant la première année du contrat.
Research In Motion, le logo RIM, BlackBerry, le logo BlackBerry et SureType sont des marques qui ont été déposées au U.S. Patent and Trademark Office et qui peuvent être en instance de brevet ou déposées dans d'autres pays. Ces marques ainsi que les autres marques de Research In Motion Limited sont utilisées sous licence.

Visitez un magasin Bell
1 866 222-8944
bureaumobile.ca

Bell

3480881A
3481901

LE CENTRE-VILLE À LA CAMPAGNE



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©

Le promoteur du Quartier DIX30, la firme Devimco, soutient que la croissance démographique de la région justifie l'implantation d'un nouveau centre commercial.

LE DIX30 FAIT RAGER

Les commerçants de la Rive-Sud peinent à affronter cette

OUVERT DEPUIS L'AN DERNIER, LE **QUARTIER DIX30**, À BROSSARD, EST LE TOUT PREMIER ***LIFESTYLE CENTER*** AU QUÉBEC, UNE SORTE DE CENTRE COMMERCIAL **À CIEL OUVERT** AUX ALLURES DE CENTRE-VILLE. DE PLUS EN PLUS POPULAIRE AUPRÈS DES CONSOMMATEURS, IL FAIT TOUTEFOIS **GRINCER DES DENTS** LES COMMERÇANTS DES RÉGIONS VOISINES, LES URBANISTES ET LES ÉCOLOGISTES.



FRANÇOIS CARDINAL

Le Quartier DIX30 a ouvert ses portes il y a seulement huit mois et, déjà, son impact se fait ressentir jusqu'à Saint-Jean-sur-Richelieu, où des commerçants peinent à affronter cette nouvelle concurrence.

C'est toutefois le boulevard Taschereau qui est le plus durement frappé. Selon le promoteur, la firme Devimco, au moins trois gros commerces ont abandonné cette artère – ou s'apprêtent à le faire – pour s'installer au DIX30: Rona l'entrepôt, Pier 1 Imports et Wal-Mart.

Les entreprises concernées ont confirmé cette nouvelle, sauf Wal-Mart, qui dit « jongler avec différentes options pour l'instant ». « Va-t-on garder notre magasin sur Taschereau, le fermer, l'abandonner? C'est à voir, mais pour l'instant, il demeure ouvert », a indiqué le porte-parole, Yanik Deschênes.

L'attrait des commerçants pour le « lifestyle center », un concept à mi-chemin entre les magasins à grande surface et le centre commercial traditionnel, semble donc aussi grand que pour les consommateurs. La deuxième des quatre phases du projet, terminée en avril dernier, a fait grimper le nombre de magasins et boutiques à plus d'une centaine. Et de nombreux autres sont prévus.

Devant une telle vogue, le maire de Brossard, Jean-Marc Pelletier, est bien obligé de reconnaître l'impact négatif que risque d'avoir ce nouveau quartier sur les commerces déjà implantés sur la Rive-Sud.

« Chaque fois qu'il y a un nouveau centre commercial, il y a un déplacement de la clientèle, note-t-il. DIX30 risque donc d'avoir un impact sur le boulevard Taschereau, sur le Mail Champlain et sur les Promenades Saint-Bruno. C'est pourquoi j'ai toujours dit que je soutiendrais les commerçants. »

Ce soutien, a-t-il précisé, se traduira à court terme par la plantation d'arbres tout le long du boulevard Taschereau. Plus de 500 000$ seront ainsi investis dès cet été. Mais à plus long terme, rien n'est encore prévu pour équilibrer l'offre qui se prépare dans le Quartier DIX30: la Société des alcools y construit ce qui sera sa plus grande succursale de la région, à quoi s'ajouteront notamment Future Shop, Bureau en gros, Maxi, une clinique médicale, un spa, un hôtel de 250 chambres et une salle de 900 pla-



Pour les piétons... qui se

FRANÇOIS CARDINAL

Le Quartier DIX30 a beau se donner des airs de rue commerçante où il fait bon marcher, l'objectif est plutôt de répondre à une clientèle incapable de se déplacer sans auto.

Voilà le constat des experts consultés par *La Presse* au sujet de l'impact urbanistique et environnemental de ce centre commercial à ciel ouvert. Si on reconnaît à ce projet certains mérites du point de vue de l'aménagement, on insiste surtout sur la pression qu'il ajoutera à un réseau routier déjà congestionné.

« C'est un concept assez paradoxal, note Paul Lewis, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. On le présente comme une façon de se libérer de l'auto, mais il est impossible de s'y rendre sans auto! »

Construit sur d'anciennes terres agricoles à l'intersection des autoroutes 10 et 30, le Quartier DIX30 est en effet loin de tout trottoir. Mais sur les lieux mêmes, en revanche, il y a une rue commerçante, appelée l'avenue des Lumières, bordée de larges trottoirs accueillants.

Dans la plus pure tradition américaine des *lifestyle centers*, on tente ainsi de recréer de toutes pièces, en banlieue, l'ambiance des artères commerciales de la ville où il fait bon déambuler. Pour ce faire, un pôle culturel a été aménagé à chaque extrémité de l'avenue: un immense cinéma de 16 salles à l'est et, à l'ouest, un complexe regroupant salle de spectacle, centre de congrès et hôtel.

« Bien que le banlieusard soit incapable de se passer de son auto, il veut avoir l'impression du contraire, il veut se donner des airs de citadin, ce que lui offre ce concept. »

Entre les deux, le parcours du piéton est ponctué de terrasses, d'un parc pour enfants, de foyers pour les froides soirées, etc. Les façades de certains commerces ont un souci architectural que l'on trouve rarement en banlieue (la devanture du Jacob est entièrement recouverte d'un élégant bois verni, le West Coast possède une entrée d'air peinte couleur rouille pour faire plus authentique, etc.)

Airs urbains

« Le Quartier DIX30 est très réussi si tu te mets dans les bottines d'un banlieusard, note Gérard Beaudet, directeur de l'Institut d'urbanisme. Bien que celui-ci soit incapable de se

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS **6**	Horaire télévision	ACTUEL **6**
Astrologie du jour	AFFAIRES **12**	Loteries	A **11**
Bourses	AFFAIRES **8 et 9**	Monde	A **24 et 25**
Décès	AFFAIRES **13 et 14**	Petites annonces	AFFAIRES **4 et 11**
Forum	A **26 et 27**	Sudoku	AFFAIRES **4**

Météo

Ensoleillé en matinée, orages en après-midi, maximum **31**, minimum **16**. AFFAIRES **14**

QUARTIER DIX30

Croyez-vous que le centre commercial Quartier DIX30 de Brossard va tuer les petits commerçants? Répondez sur **www.cyberpresse.ca**

LE CENTRE-VILLE À LA CAMPAGNE



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

La deuxième des quatre phases du projet DIX30, terminée en avril dernier, a fait grimper le nombre de magasins et boutiques à plus d'une centaine. Et de nombreux autres sont prévus.

SES VOISINS nouvelle concurrence

ces qui devrait accueillir plus de 200 spectacles par année.

Devant cette concurrence en construction, les commerçants du boulevard Taschereau tremblent. De crainte de faire fuir la clientèle, aucun n'a souhaité exprimer publiquement ses appréhensions à *La Presse*. Mais, sous le couvert de l'anonymat, l'inquiétude, voire la colère s'expriment.

« Comment croire qu'une série d'arbres nous permettra d'affronter cette grosse affaire-là ? a lancé l'un d'eux. La clientèle ne se multipliera pas comme par magie ! Les gens qui choisiront le DIX30 ne viendront pas ici, un point c'est tout. »

Au Mail Champlain, en revanche, on soutient que le nouveau venu n'a pas eu d'effet négatif à ce jour. On se réjouit ainsi que de grands noms comme Tristan & America ou H&M aient choisi de construire un nouveau magasin au DIX30 plutôt que d'y déménager celui qu'ils ont déjà au Mail Champlain.

« Notre clientèle demeure fidèle », a indiqué le directeur, Gilles Grégoire. Il dément les rumeurs « extrêmement farfelues » qui prévoyaient la démolition du centre commercial, vieux de 35 ans, au profit d'immeubles d'habitation en copropriété.

« Nos études de marché montrent que notre projet n'aura pas d'impact majeur sur les commerces du boulevard Taschereau », indique Jean-François Breton, coprésident de Devimco. Il précise qu'une bonne partie de sa clientèle ne provient pas de la Rive-Sud, mais bien des régions plus éloignées comme Granby, Sorel et même des États-Unis.

« La clientèle ne se multipliera pas comme par magie ! Les gens qui choisiront le DIX30 ne viendront pas ici, un point c'est tout. »

Du côté du promoteur du Quartier DIX30, la firme Devimco, on se veut rassurant. On précise que la croissance démographique de la région justifie l'implantation d'un nouveau centre commercial.

Ça va saigner les autres

À Saint-Jean-sur-Richelieu, le copropriétaire du cinéma Capitol Saint-Jean, Robert Blanchard, affirme que le nouveau centre commercial lui a fait perdre environ 10 % de sa clientèle depuis novembre.

« Je croyais que ça nous nuirait pendant deux ou trois mois, mais ça semble vouloir se maintenir, a-t-il indiqué. On en parle évidemment beaucoup entre commerçants, ici, et je peux vous dire que les restaurateurs, par exemple, sont très touchés. Mais est-ce une mode ? Il faudra voir à plus long terme. »

Si l'on en croit les économistes et les urbanistes consultés par *La Presse*, on est loin de la mode passagère. À leur avis, l'impact du nouveau « quartier » sera majeur et durable. Ils démentent ainsi les prétentions du consultant choisi par Devimco, la firme Géocom, qui soutient que l'impact du DIX30 sera minime (précisons que Géocom n'a pas rappelé *La Presse*).

« Aucun analyste ne vous le dira, mais ce genre de concept aura des effets très négatifs sur les autres commerces, estime Gérard Beaudet, directeur de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. Il faut savoir que le rayon d'action d'un centre commercial comme le DIX30 peut dépasser les 75 km. »

Il ajoute que, « collectivement, on perd au change ». Quand de grands commerces comme Wal-Mart ou Rona quittent un endroit, ils sont inévitablement remplacés par des commerces moins performants, comme des marchés aux puces ou des magasins à 1 $.

« Ça va saigner les autres centres commerciaux, c'est certain, renchérit Sylvie Paré, directrice des programmes d'urbanisme à l'UQAM. Et c'est sans compter les effets qu'aura ce projet sur le centre-ville de Montréal, car tout ce qui se « banlieuise » se fait aux dépends du centre. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste
francois.cardinal@lapresse.ca

déplacent en voiture

passer de son auto, il veut avoir l'impression du contraire, il veut se donner des airs de citadin, ce que lui offre ce concept. »

S'il est vrai que deux lignes d'autobus desservent le secteur, le concept s'adresse clairement aux automobilistes. On souhaite leur offrir une expérience de magasinage dans un décor aux allures de centre-ville, mais sans les inconvénients qui y sont habituellement rattachés : les ponts, les parcomètres, les longues marches avec sacs en main, etc.

Mais le DIX30 n'est pas pour autant le paradis des piétons, estime Paul Lewis. Il en veut pour preuve l'existence d'un véritable mégacentre commercial (*power center*) tout autour de l'avenue, c'est-à-dire une rangée de magasins-entrepôts difficilement accessibles à pied, comme on en trouve au Marché central de Montréal, par exemple.

Vérifications faites auprès du promoteur, Devimco, seulement 40 % de l'offre commerciale du Quartier DIX30 est prévue pour accueillir les piétons. Les 60 % restants sont constitués de « commerces de destination » comme Future Shop, Bureau en gros et Wal-Mart, c'est-à-dire des magasins que l'on visite en saut de puce, toujours en automobile.

« On n'est pas au centre-ville, précise Jean-François Breton, coprésident de Devimco. Près de 98 % de la clientèle de la banlieue possède une auto et 60 % en possède même deux. Cela dit, le site est entièrement accessible en autobus. »

Et l'environnement ?

Mais transports en commun ou pas, il est incroyable que l'on bâtisse encore en 2007 des projets dépourvus de tout souci environnemental, déplore Alexandre Turgeon, président de l'organisme Vivre en ville, un regroupement qui milite pour un aménagement urbain, rural et villageois viable.

« Ces projets conçus strictement pour les gens en auto sont complètement ridicules, tonne-t-il. Il va falloir apprendre à faire des milieux de vie où on peut se passer de la voiture, où on peut habiter, où on peut se rendre facilement en transports en commun. »

Même son de cloche de la part de George Tanguay, économiste au département d'études urbaines de l'UQAM. « Ce projet ne s'inscrit pas du tout dans une optique de développement durable, soutient-il. Il va à l'encontre du souhait exprimé par les gouvernements et les villes de densifier le territoire et favorise plutôt l'étalement urbain. »

Paul Lewis, de l'Université de Montréal, fait d'ailleurs remarquer que la clientèle visée par le Quartier DIX30 n'est pas uniquement celle de la banlieue, ce que prouve selon lui la plus récente annonce concernant le site : on a réussi à y attirer le symbole montréalais par excellence, le centre d'entraînement du club de hockey Canadien.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

S'il est vrai que deux lignes d'autobus desservent le secteur, le concept s'adresse clairement aux automobilistes.

LE QUARTIER DIX30

› Investissement de 500 millions de dollars
› 2 millions de pieds carrés
› 6000 places de stationnement (après la phase 4), dont 2500 en sous-sol

Propriétaires
› RioCan Real Estate (50 %)
› Fonds de placement Beaudoin-Bombardier (25 %)
› Caisse de retraite de la STM (15 %)
› Caisse de retraite de la Ville de Québec (10 %)

QUATRE PHASES

PHASE 1 (septembre 2006)
Ouverture de plus de 60 boutiques et restos (dont Indigo, Winners/HomeSense et Pier 1 Imports) ainsi que du cinéma Cineplex Odéon (16 salles) ;

PHASE 2 (avril 2007)
Ouverture d'une vingtaine de commerces, dont H&M, American Eagle Outfitters et Urban Planet ;

PHASE 3 (automne 2007)
Ouverture de nouvelles boutiques, de l'hôtel ALT (Germain), d'un gym, d'un spa, d'une SAQ et de plusieurs magasins à grande surface (Canadian Tire, Maxi, Bureau en gros, Rona l'entrepôt, etc.) ;

2008 : ouverture d'une salle de spectacle de 900 places ainsi que du centre d'entraînement du Canadien de Montréal (un aréna de 800 places, un de 150 places et un terrain de soccer intérieur).

PHASE 4 (2009)
Ajout d'une soixantaine de boutiques haut de gamme.

POLITIQUE

HAUSSE DU PRIX DES MÉDICAMENTS

« C'est marginal », soutient Couillard

ARIANE LACOURSIÈRE
ET PASCALE BRETON

Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, et l'Ordre des pharmaciens du Québec ont voulu rassurer les citoyens, hier, en minimisant les conséquences de la hausse annoncée du prix de certains médicaments.

Comme l'annonçait *La Presse* hier matin, les pharmaciens du Québec devront utiliser dès vendredi une nouvelle liste de prix pour les médicaments admis au régime public d'assurances. La majorité des 1000 médicaments touchés verront leur prix augmenter de 2 %. Mais pour plus de 160 médicaments, la hausse sera plus importante. Dans certains cas, elle pourrait même atteindre les 140 %.

Le ministre Couillard a reconnu que certains médicaments subiront une importante hausse de prix, mais il a précisé que le nombre sera minime. « On parle effectivement de 3 % des médicaments inscrits sur la liste. Il y a 5000 produits sur la liste. C'est marginal », a-t-il déclaré.

Le ministre a ajouté que les hausses des prix pourront sembler importantes, mais que dans les faits, elles seront minimes. Il a cité en exemple le cas des ampoules antidouleur, dont le prix subira une hausse de 248 %. Dans les fait, le coût unitaire de ce médicament passera de 0,25 $ à 0,87 $.

Selon Philippe Couillard, le dégel des prix des médicaments, annoncé en février, était inévitable. « Il ne faut pas présenter l'option comme si le Québec avait le choix de le faire ou non. L'alternative est la disparition des produits de nos tablettes et la totale absence d'accès pour nos patients », a-t-il affirmé.

La secrétaire générale de l'Ordre des pharmaciens du Québec, Manon Lambert, a quant à elle dit vouloir attendre la publication de la nouvelle liste de prix avant de s'inquiéter.

« La plupart des médicaments qui subiront de fortes hausses seront de vieux médicaments, possiblement pas très utilisés. Au cas par cas, le citoyen ne devrait pas être trop touché », a-t-elle soutenu.

Mme Lambert a aussi rappelé que la hausse du coût de certains médicaments sera contrebalancée par la baisse du prix des médicaments génériques, une mesure contenue dans la nouvelle *Politique du médicament* du gouvernement et qui entrera en vigueur sous peu.

Les médecins désertent l'hôpital de Saint-Eustache

LITS
suite de la page A1

« Il n'y a jamais eu de situation semblable », affirme le président du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'hôpital de Saint-Eustache, le Dr Paul-André Hudon.

« On parle d'une fermeture dont on ne prévoit pas la fin, tant que la crise des effectifs médicaux ne sera pas réglée. Cela pourrait prendre un an, sinon plus », ajoute celui qui travaille à l'hôpital depuis près de 30 ans.

À cette période de l'année, il est courant que des hôpitaux ferment des lits en raison des vacances ou de la pénurie d'infirmières qui se fait plus durement sentir en période estivale.

L'hôpital de Saint-Eustache n'y fait pas exception. Le 24 juin, 16 lits de chirurgie seront fermés pour l'été. Des patients qui doivent subir une chirurgie non urgente pourraient attendre un peu plus longtemps. Ils s'ajoutent à la fermeture des 30 lits d'hospitalisation.

Cette décision fait craindre le pire aux urgences. C'est là que le débordement risque de causer le plus de problèmes. La publication du palmarès des urgences de *La Presse*, la semaine dernière, a bien montré la situation précaire qui se vit dans plusieurs hôpitaux de la grande région de Montréal.

L'hôpital de Saint-Eustache est le dernier en lice. « On tombe dans la zone critique de gestion de crise », explique la directrice générale du centre de santé et de services sociaux de Deux-Montagnes, Christiane Arbour.

« L'impact sur la clientèle est majeur. Il y a toujours des patients qui se ramassent aux urgences avec des complications importantes qui demandent une hospitalisation rapide. »

L'hôpital a fermé ses lits vendredi dernier. Hier, l'impact se faisait déjà sentir. La direction a limité à 35 civières la capacité des urgences car, là aussi, il manque de médecins. Il en reste 14, il devrait y en avoir près du double.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

« On parle d'une fermeture dont on ne prévoit pas la fin, tant que la crise des effectifs médicaux ne sera pas réglée », explique le Dr Paul-André Hudon.

Certaines ambulances qui transportent des cas moins urgents sont détournées vers d'autres hôpitaux. Malgré tout, la totalité des civières étaient occupées hier matin, dont 23 par des patients en attente d'une hospitalisation.

L'hôpital de Saint-Eustache figure parmi les 10 urgences les plus achalandées de la province, déclare Mme Arbour. Elle a accueilli pas moins de 52 000 visites l'an dernier. Tous les patients hospitalisés passent par les urgences.

Il y a quelques années à peine, l'hôpital attirait tant de médecins qu'on devait en refuser. Bon an, mal an, une dizaine d'entre eux partait et une dizaine arrivait. Mais depuis quatre ans, seulement quatre nouveaux médecins sont venus remplacer les 35 généralistes qui s'occupaient des patients hospitalisés.

La plupart se sont découragés face à la surcharge de travail constante. « Il est fréquent que les médecins arrivent à 8h et ne partent pas avant 9h le soir, parfois minuit », souligne Mme Arbour.

Certains médecins sont partis travailler dans des établissements où les heures de travail sont moins longues. D'autres sont en congé de maternité et ne comptent pas revenir. D'autres encore ont réorienté leur carrière.

Le personnel et la direction de l'hôpital montrent du doigt les plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) du Ministère qui répartissent les nouveaux médecins dans les régions du Québec.

Depuis trois ans, Saint-Eustache n'a pas eu le droit d'accueillir un seul médecin fraîchement diplômé en hospitalisation. « Les chances de trouver des solutions à court terme sont nulles », croit Mme Arbour.

Au ministère de la Santé et des Services sociaux, le problème est connu. « Nous envisageons une dérogation pour que les médecins puissent y travailler. Mais encore faut-il trouver des médecins, ça ne se fera pas avant la fin de l'été », a expliqué hier soir Isabelle Merizzi, l'attachée de presse du ministre Philippe Couillard.

D'ici là, d'autres solutions sont envisagées. En plus du détournement d'ambulances, l'Agence de santé et de services sociaux des Laurentides tente de trouver des cliniques sans rendez-vous qui accepteraient d'ouvrir plus longtemps. Les patients avec des problèmes mineurs pourraient s'y présenter au lieu d'aller aux urgences. Actuellement, la plupart des cliniques sont fermées le soir et les fins de semaine.

Trois décès embarrassants à Notre-Dame depuis avril

PRESSE CANADIENNE

L'hôpital Notre-Dame de Montréal se retrouve dans l'embarras. Selon TQS, au moins trois patients sont morts dans le stationnement de l'établissement en avril seulement.

Des infirmières épuisées prétendent que c'est en raison du manque criant de personnel.

Deux des trois patients seraient décédés après avoir reçu leur congé du centre hospitalier. Quant au troisième patient, il se serait présenté aux urgences, le 14 avril dernier, mais il n'y avait personne au triage.

Il a donc fait demi-tour. Son cœur a cessé de battre lorsqu'il a mis le pied à l'extérieur du centre hospitalier.

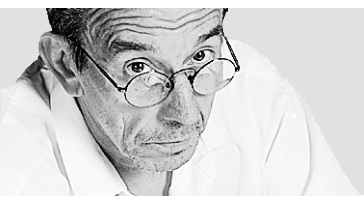
La représentante syndicale des infirmiers et infirmières du CHUM refuse de condamner l'équipe qui était en fonction le 14 avril dernier.

Selon Margelaine Marcil, l'absence d'infirmiers au poste de triage des urgences de l'hôpital Notre-Dame ce jour-là était attribuable au manque de relève, à l'épuisement du personnel et à la surcharge de travail.

Le CHUM aurait malgré tout émis des avis disciplinaires aux employés qui étaient attitrés au centre de triage le 14 avril, avis disciplinaires que le syndicat contestera.

Pour sa part, le directeur général du CHUM, Denis Roy, a refusé de commenter les décès. Il se dit par ailleurs très préoccupé par la pénurie d'infirmières et l'imposition d'heures supplémentaires obligatoires au personnel.





PIERRE FOGLIA

Un problème persistant par définition

Par définition, le problème des infections nosocomiales est un problème persistant... se plaît a répéter M. Couillard chaque fois qu'un hôpital annonce des victimes du *C. difficile*. La semaine dernière c'était l'hôpital Saint-François-d'Assise à Québec, 52 cas de patients infectés par la bactérie *Clostridium difficile* en 3 mois (de mars à mai), 18 morts, 8 directement de la bactérie, pour les 10 autres la bactérie serait seulement « contributive » de leur décès.

Arrêtez de vous énerver, n'a pas dit le ministre de la Santé, mais c'est quand même ce qu'il s'évertue à répéter à chaque fois. Il n'a pas dit non plus que l'âge moyen des 8 patients décédés était de 83 ans, mais il s'est arrangé pour que cela se sache quand même: à 83 ans ne meurt-on pas d'abord de vieillesse?

Un problème persistant par définition. Par définition? Nosocomial, du grec *nosos*, maladie, et *komeîn*, soigner, se dit d'une infection contractée lors d'un séjour en milieu hospitalier... Je ne vois pas dans cette définition du Larousse (et du Littré) ce que ce problème a de persistant *par définition*.

Que veut-on nous dire? Que c'est normal d'attraper une maladie à l'hôpital puisque c'est là qu'elles se retrouvent toutes? Que ça a toujours été comme ça? Que c'est un vieux problème avec des mots nouveaux (*Clostridium*, nosocomiales)? Qu'on n'en viendra jamais à bout?

Au fait, s'cusez la petite montée de paranoïa, c'tu juste nous autres?

En janvier dernier, l'hebdomadaire l'*Espresso* publiait un reportage sur la malpropreté effarante d'un grand hôpital romain, reportage qui a secoué tout l'Italie. Pour rassurer l'opinion publique, le ministère italien de la Santé lançait une vaste enquête dont les résultats n'ont rassuré personne: entre 450 000 et 700 000 patients sont victimes chaque année d'une infection nosocomiale dans les hôpitaux italiens; de 4500 à 7000 en meurent! Chiffres effarants certes, mais qui placent l'Italie dans la moyenne européenne: 4200 décès annuellement en France (encore qu'un plus récent rapport, celui du sénateur de l'Oise Alain Vasselle parle de 9000 décès). Mêmes statistiques en Angleterre, au Portugal, en Allemagne, en Israël, aux États-Unis, bref, non ce n'est pas juste nous autres, les infections nosocomiales touchent plus de 10 millions de personnes dans le monde chaque année.

Les chiffres pour le Québec seraient même plutôt rassurants, environ 4000 patients touchés, mais depuis la déclaration obligatoire de la bactérie *C. difficile* (août 2004) seulement une centaine de décès par année de cause directe et 150 autres pour lesquels la bactérie ne serait qu'une cause contributive de leur décès.

Là! Êtes-vous rassurés?

Pas moi. Ce n'est pas tant que je sois inquiet, c'est que je ne comprends pas. Ainsi, 9000 Français, 7000 Italiens, autant d'Anglais, d'Allemands, des Québécois, des Américains meurent chaque année à l'hôpital d'une maladie qu'ils N'AVAIENT PAS EN Y ENTRANT?

Et cela seulement parce que le personnel soignant, les malades, leurs visiteurs ne se laveraient pas les mains?

Se les lavaient-ils plus à l'époque où personne ne parlait d'infections nosocomiales?

Je comprends que se laver les mains contribue efficacement à circonscrire l'épidémie, se laver les mains, c'est la solution, mais le problème, parlez-moi donc un peu du problème, d'où viennent-elles ces nouvelles souches microbiennes qui résistent à tous les antibiotiques?

Cela ne me dit pas pourquoi les antibiotiques, souverains pour combattre les bactéries depuis leur invention au début du siècle sont soudain le principal facteur d'infection par le *Clostridium difficile* qui est... une bactérie.

Cela vous dérangerait beaucoup de nous expliquer? Et si on parlait un peu de la surutilisation des antibiotiques? Ces gens qui prennent des Cipro (à large spectre) comme des aspirines. Et ces docteurs qui les leur prescrivent?

Et si on parlait un peu des antibiotiques qu'on consomme sans le savoir, ceux introduits dans la chaîne alimentaire?

Et si, dans un registre différent, on parlait de ces vieux qui seraient morts de leur belle mort chez eux si on les avait laissés s'éteindre en paix au lieu de les réanimer aux urgences où ils ont attrapé cette foutue bactérie qui en a fait les victimes d'un problème persistant par définition?

B'NAI BRITH — Il ne m'étonne pas que les gens du B'nai Brith aient trouvé haineuse la caricature de Chapleau dans *La Presse* de vendredi. Combien on parie qu'ils n'ont tout d'abord pas reconnu Mario Dumont, même si c'était écrit au-dessus? Ils ont été aveuglés par le dessin hallucinéd'un juif hassidique et sont restés là-dessus.

Qu'ils prennent Chapleau pour un sale type est sans aucune importance, d'ailleurs ce n'est pas complètement faux, ce type-là hayit tout le monde, les artistes, les politiciens, les raéliens, les chroniqueurs de télé, alors des excuses? Yesss, à genoux!

Mais c'est pas Chapleau le problème.

Le problème, ce sont les antisémites qui n'attendent que ça. Un jour, il faudra que quelqu'un ose porter plainte devant la Commission des droits de la personne contre le B'nai Brith pour incitation à l'imbécillité.

HÔPITAUX UNIVERSITAIRES

Québec privilégie la formule des PPP

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

La formule des PPP est décidément la voie à emprunter pour les centres hospitaliers universitaires de Montréal, et ce pour des raisons de respect du budget, de l'échéancier et de bon entretien des édifices au fil des ans.

C'est la conclusion qu'a tirée le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, hier, en accueillant le rapport de l'Agence des partenariats public-privé sur les « dossiers d'affaires » de ces hôpitaux.

La formule de partenariat public-privé pour les hôpitaux universitaires de Montréal, avec une large participation du secteur privé, est la voie choisie par le gouvernement, justement parce qu'il veut partager les risques avec le privé, vu l'ampleur des projets.

La partie du centre hospitalier de l'Université de Montréal qui sera réalisée en mode PPP comprend les unités de soins ambulatoires, les plateaux techniques, l'urgence, les nouvelles unités d'hospitalisation, l'enseignement, le Centre de recherche, le stationnement et la centrale thermique.

Garantie

La rénovation de l'hôpital Saint-Luc ne fait pas partie des prévisions de budget actuelles et sera réalisée selon le mode conventionnel, non dans le PPP.

En anglais, le ministre Couillard a ajouté que cette formule de PPP donnait aussi davantage d'assurance au gouvernement quant au respect du budget, ainsi que pour l'entretien des installations au fil des ans.

« Ça garantit un entretien adéquat des installations pour 30 ans. Regardez l'état de nos hôpitaux et de nos écoles aujourd'hui. Pourquoi ils sont comme ça? Parce qu'on n'a pas mis l'argent, comme gouvernement et comme société, au cours des 30 dernières années, pour les garder en bon état », a-t-il commenté.

« Ce n'est pas tellement que les PPP permettent d'accélérer la livraison selon l'échéancier, c'est qu'ils offrent une garantie beaucoup plus élevée de respecter l'échéancier. »

« Ce n'est pas tellement que les PPP permettent d'accélérer la livraison selon l'échéancier, c'est qu'ils offrent une garantie beaucoup plus élevée de respecter l'échéancier », a souligné le ministre Couillard.

La formule de PPP retenue prévoit en effet l'entretien et le maintien des actifs pour une période d'environ 35 ans suivant la signature de l'entente de partenariat.

« L'avantage PPP »

L'Agence des partenariats public-privé a évalué à 325 millions pour le CHUM et à 200 millions pour le CUSM « l'avantage PPP », c'est-à-dire l'avantage financier de la formule retenue par rapport à la réalisation du projet en mode conventionnel.

La construction du CHUM devrait débuter en 2009 pour se terminer en 2013. La phase la plus intensive de la construction sera en 2011. Les soumissionnaires retenus seront connus à l'automne 2007. Le budget global de construction des projets demeure à 3,6 milliards.

Le gouvernement pense toujours pouvoir s'en tirer avec des paiements plafonds de 850 millions pour le CHUM, 215 millions pour le Centre de recherche du CHUM et 1,12 milliard pour le Campus Glen (McGill).

Ces paiements constitueront une sorte de loyer que versera le gouvernement, qui inclut non seulement les coûts de construction, mais aussi les coûts de conception, de financement et d'entretien des actifs pour une période de 35 ans.

Ces chiffres ne sont toutefois pas définitifs, puisque le travail de précision des budgets, des coûts et des risques se poursuit. Le « budget convenu » sera dévoilé au printemps 2008.

L'opposition s'inquiète

L'opposition officielle à l'Assemblée nationale a exprimé son inquiétude devant la formule retenue de PPP qui exclut la rénovation de l'hôpital Saint-Luc. Or, les rénovations réservent souvent des surprises et sont parfois plus coûteuses que la construction d'édifices neufs, a rappelé en entrevue le porte-parole adéquiste pour les dossiers de finance, Gilles Taillon.

M. Taillon se méfie également des dépassements de coûts puisque les dépenses gouvernementales présumées dont on parle actuellement ne sont pas définitives. « Bravo si on s'en va en PPP mais il faut connaître les vrais coûts, au moment où se feront les appels de qualification. »

SOLDES ACTUELS

CONTEMPORAINE







TEE-SHIRTS COTON PIMA BRODÉS
ÉPARGNEZ 33%
19,99
RÉG. 29.95

JUPES RAYÉES
ÉPARGNEZ JUSQU'À 69%
19,99
RÉG. JUSQU'À 65.00

TUNIQUES AJOURÉES
ÉPARGNEZ 50%
19,99
RÉG. 39.95

VESTONS TEXTURÉS
ÉPARGNEZ JUSQU'À 55%
39,95
RÉG. JUSQU'À 89.95

JEANS ET CAPRIS ÉTROITS
ÉPARGNEZ 59%
19,99
RÉG. 49.95

ROBES JERSEY TEE-SHIRTS
ÉPARGNEZ 40%
29,95
RÉG. 58.00

simons

• **QUÉBEC** PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • **MONTRÉAL** CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • **SHERBROOKE** CARREFOUR DE L'ESTRIE

3483802A



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Jose Olbera, devant la ferme de Lanaudière où il a subi son accident de travail. Il est le seul ouvrier agricole mexicain qui est resté au Québec après la fin de son contrat de travail pour exiger des indemnités complètes. Les travailleurs migrants sont souvent rapidement renvoyés dans leur pays lorsqu'ils se blessent ou tombent malades.

Blessé au travail, un ouvrier agricole mexicain n'a plus aucun revenu

Il porte plainte à la Commission des droits de la personne pour discrimination

ANDRÉ NOËL

Victime d'un accident de travail sur une ferme québécoise, un ouvrier agricole mexicain n'a plus aucun revenu et survit depuis un an et demi grâce à une âme charitable. La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a refusé de lui verser toutes les indemnités auxquelles il avait droit, parce qu'il a perdu son statut de travailleur.

Jose Olbera, 57 ans, a déposé une plainte à la Commission des droits de la personne du Québec, hier. Il a payé des impôts pendant les 15 années où il a travaillé dans des fermes canadiennes, mais n'a pas le droit à l'aide sociale. Il a cotisé à la Régie de l'assurance maladie du Québec, mais il n'est plus couvert.

Père de sept enfants, il ne veut pas retourner au Mexique sans d'abord recevoir toutes les indemnités auxquelles il a droit. Désormais incapable de faire de gros efforts physiques, il ne peut plus travailler sur des fermes, que ce soit au Mexique ou au Canada. Le tribunal d'appel de la CSST, la Commission des lésions professionnelles, a estimé qu'il avait droit à des indemnités importantes, d'un montant qui reste à déterminer.

La CSST a versé des prestations, mais elle a nié la gravité de l'invalidité, et a refusé de lui remettre une indemnité en conséquence, malgré la décision de la Commission des lésions professionnelles.

La CSST lui a alors envoyé cette lettre : « Nous désirons vous informer que malgré la décision de la Commission des lésions professionnelles du 9 mars 2005, vous donnant droit à des indemnités de remplacement de revenu, la CSST ne peut procéder au versement des indemnités, compte tenu de votre statut de visiteur. Dans l'éventualité où votre statut de visiteur changerait, veuillez nous en informer, puisque cela permettra le versement des indemnités. »

« C'est de la discrimination, a dit M. Olbera, au cours d'un entretien en espagnol. Au Mexique, on nous disait qu'on aurait les mêmes droits que les travailleurs agricoles canadiens. J'ai travaillé dur et j'ai payé mes impôts au Canada pendant des années, et voilà qu'on me traite comme un touriste qui n'a droit à rien. »

Depuis 1989, M. Olbera a passé plus de temps au Canada qu'au Mexique. Il a d'abord travaillé en Ontario, puis a été envoyé dans une ferme de Lanaudière. Le 20 juin 2003, un contremaître pressé « lui a demandé de s'accrocher au tracteur (en mouvement) afin d'aller plus rapidement », relate un document de la Commission des lésions professionnelles. Le tracteur tirait une remorque chargée de tuyaux d'irrigation. Ces derniers ont glissé et l'ont heurté au ventre. M. Olbera s'est trouvé « coincé entre le pneu et le garde-boue ».

L'ouvrier affirme que le contremaître avançait et reculait pour le sortir de là. Un camarade de travail a sauté dans le tracteur et a coupé le contact. Il l'a amené à la maison du fermier, qui n'y était pas. Des voisins ont voulu l'amener à l'hôpital, mais ils ne trouvaient pas sa carte d'assurance maladie, que le patron avait rangée.

M. Olbera a été hospitalisé pendant plusieurs jours. La CSST a versé des prestations, mais elle a nié la gravité de l'invalidité, et a refusé de lui remettre une indemnité en conséquence, malgré la décision de la Commission des lésions professionnelles. Elle a fini par nuancer sa position, mais n'a envoyé qu'une indemnité très partielle de 1786 $.

Les ouvriers agricoles migrants perdent leur permis de travail chaque automne, à la fin de leur contrat. M. Olbera a dû demander un visa de touriste pour rester au Canada. Depuis décembre 2005, il n'a plus aucun soutien public, médical ou financier. Il doit continuer à consulter des médecins et prendre des médicaments pour calmer sa douleur, sans être couvert par l'assurance maladie. Il n'a pas droit à l'aide juridique.

C'est Patricia Perez, fondatrice du Centre d'appui aux travailleurs agricoles (CATA), qui l'héberge et le nourrit, à ses frais, comme elle l'a déjà fait pour un ouvrier qui s'était empoisonné aux pesticides. Un saisonnier migrant qui se blesse gravement au travail se voit « automatiquement privé de tous les droits, privilèges et services liés à son statut de travailleur saisonnier, écrit la CATA dans la plainte déposée au nom de M. Olbera. Il y a là une discrimination systémique. Cette situation, contraire aux valeurs québécoises et à l'esprit de la Charte des droits et libertés, doit être corrigée ».

NOUS N'AVONS JAMAIS DIT QU'IL SERAIT FACILE **DE CHOISIR ENTRE LES DEUX.**

DURANT LE MOIS DE JUIN SEULEMENT, VOUS POUVEZ PRENDRE LE VOLANT D'UNE S40 OU D'UNE V50 POUR AUSSI PEU QUE 399 $. AVEC LEUR LUXUEUX DESIGN SCANDINAVE, LEURS PERFORMANCES EMBALLANTES ET LES CARACTÉRISTIQUES LÉGENDAIRES DE SÉCURITÉ QU'ELLES POSSÈDENT, LA S40 ET LA V50 CONVIENNENT PARFAITEMENT À UNE TOUTE NOUVELLE GÉNÉRATION DE CONDUCTEURS DE VOLVO. POUR DÉCIDER LAQUELLE CHOISIR, RENDEZ VISITE À UN CONCESSIONNAIRE VOLVO DÈS AUJOURD'HUI.

S40 V50





DEUX VOLVO GÉNIALES. UN PRIX GÉNIAL.

DURÉE LIMITÉE.

0 $ PREMIÈRE MENSUALITÉ

0 $ DÉPÔT DE GARANTIE

399 $* CRÉDIT-BAIL PAR MOIS 995 $ D'ACOMPTE

1,0 % TAUX DE CRÉDIT-BAIL 48 MOIS

2 495 $ D'ACOMPTE = 365 $ MOIS
995 $ D'ACOMPTE = 399 $ MOIS
0 $ D'ACOMPTE = 418 $ MOIS

VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza, Pointe-Claire
(514) 630-3666
www.volvo-pointeclaire.com

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré, Montréal
(514) 737-6666
www.uptown-volvo.com

VOLVO LAVAL
2350, boul. Chomedey
Laval (450) 682-3336
www.volvodelaval.com

VOLVO ST. HYACINTHE
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe
(450) 771-2305
www.volvosthyacinthe.com

FRANKE VOLVO
180, rue Principale
Sainte-Agathe (819) 326-4775
www.frankevolvo.com

VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
Brossard (450) 659-6688
www.volvobrossard.net

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard (514) 725-9394
www.johnscottivolvo.com

Volvo. pour la vie

3489712A

3489746

* Offre d'une durée limitée consentie aux clients admissibles seulement sur approbation du crédit par les concessionnaires Volvo et les Services financiers de la Compagnie des automobiles Volvo du Canada. Les véhicules peuvent différer de l'illustration. Cette offre s'applique à une S40 2.4i A/V50 2.4i A 2007 (le prix inclut le frais de transport et de préparation de 1 395 $). 397,37 $/394,57 $ (365 $/418 $) par mois; terme de 48 mois avec acompte de 995 $/995 $(2 495 $/0 $). Pas de première mensualité, inscription au RDPRM de 42,88 $ et 0 $ de dépôt de garantie dus à la signature du bail. Taxes, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs et frais d'administration en sus. Allocation de 80 000 km (0,16 $ par km excédentaire). Taux d'intérêt annuel de 1,0 %. Total des mensualités : 18 676,39 $/18 544,79 (17 155 $/19 646 $). La mensualité et le dépôt de garantie peuvent varier selon le choix d'équipements additionnels. Valeur de rachat à la fin du bail : 13 935,90 $/14 905,80 $ plus taxes. Le concessionnaire peut louer à un prix inférieur. Cette offre, qui ne peut être combinée à aucune autre, prend fin le 30 juin 2007. Certaines conditions s'appliquent. Communiquez avec votre concessionnaire Volvo pour tous les détails. ©2007 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. « Volvo pour la vie » est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

Caroline Brosseau cherche un nouveau logement abordable pour ses deux fils, Maxime (à droite) et Yannick (au centre), et elle.

Québec se retire de l'aide aux familles sans logis

L'approche du 1er juillet est synonyme d'angoisse pour bien des Montréalais

ARIANE LACOURSIÈRE

Depuis le 9 février, Caroline Brosseau est sans logement. Mère seule de deux jeunes enfants, elle a passé quelques jours dans une chambre d'un YMCA avant d'être hébergée dans le petit trois et demi de son père, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

« À quatre, on est vraiment tassés ici. Mais le pire s'en vient. Le 1er juillet, on se fait tous mettre dehors. Mon père ira habiter avec un ami. Mais je cherche encore un logement abordable pour moi et mes gars », dit Mme Brosseau.

Comme pour Mme Brosseau, le 1er juillet rimera avec angoisse pour plusieurs Montréalais. Pour venir en aide aux ménages qui se trouveront sans logis, la Ville de Montréal a dévoilé hier son plan d'aide. Jusqu'au 13 juillet, les citoyens dans le besoin pourront composer le 514-868-4002 pour recevoir du soutien dans leur quête de logement. « Nous avons aussi loué des chambres aux résidences de l'UQAM pour héberger temporairement les familles qui n'auront pas trouvé de logement », a annoncé Cosmo Maciocia, responsable de l'habitation au comité exécutif de Montréal.

L'an dernier, 220 personnes avaient bénéficié de l'aide de la Ville et 48 ménages avaient utilisé l'hébergement d'urgence pour une durée moyenne de deux semaines avant d'être relogés. « Nous ignorons combien de personnes demanderont d'être hébergées cette année, mais c'est sûr qu'on espère que ce sera moins ! » a affirmé M. Maciocia.

Chose certaine, Caroline Brousseau ne sera pas du nombre. « Je ne veux pas encore perturber mes gars en les amenant dans un nouveau logement pour quelques semaines. Et de toute façon, l'appartement que la Ville me trouverait ne serait pas nécessairement dans Hochelaga. Je n'ai pas envie que mon plus vieux change d'école encore une fois », affirme la mère.

Dans l'espoir de trouver un logement abordable, Mme Brosseau a arpenté les rues, a regardé les journaux, a fouillé internet et a demandé l'aide de différents organismes au cours des dernières semaines. « Tous les appartements que j'ai trouvés coûtent au moins 700 $ par mois. Avec un chèque d'aide sociale et deux enfants, je ne peux pas me permettre ça », dit-elle. Pour Mme Brosseau, la solution serait de recevoir un suppléments d'aide au logement. Dans les années passées, le gouvernement du Québec donnait ces subventions aux ménages forcés d'occuper des appartements trop coûteux.

Mais Mme Brosseau n'aura pas accès à cette aide cette année. « Nos services d'accompagnement sont d'autant plus importants cette année que le gouvernement du Québec n'a pas mis à la disposition des villes son programme de suppléments pour les loyers d'urgence », a noté Cosmo Maciocia en conférence de presse.

Selon François Saillant, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain, la situation est déplorable. « On peut dire que Montréal prend ses responsabilités, mais pas Québec », dit-il. Et Québec ne financera pas non plus le programme d'aide aux ménages sans logis. Les coûts de l'opération, qui s'élève à 280 000 $, seront assumés par la Ville seule alors que par les années passées, Québec finançait 50 % de la facture.

Selon M. Saillant, cet arrêt de financement est une grave erreur. « La crise du logement n'est pas terminée. Actuellement, les familles à faible revenu sont incapables de trouver un cinq et demi à moins de 500 $ par mois », dit-il.

Caroline Brosseau confirme que « tout ce qui est libre est trop cher ». « J'ai tellement hâte de trouver un endroit pour que mes garçons soient bien. Je ne sais plus quoi faire », souffle-t-elle.

Depuis 1902, Cadillac est un symbole de réussite pour des gens de tous les horizons qui cultivent le désir et la liberté d'atteindre leurs rêves. Et, sans cesser d'évoluer, nous sommes toujours restés fidèles à cet idéal.

cadillac.gm.ca

PRIVILÈGES CADILLAC
Programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km[3]
Abonnement d'un an au plan Orientation et dépannage d'OnStar[MD]
Garantie limitée de 160 000 km ou 5 ans[2] sur le groupe motopropulseur, transport de courtoisie et assistance routière

Cadillac



CTS 2,8 L
456 $/mois[1] Location 39 mois
0 $ de comptant
Transport et préparation inclus

Moteur V6 VVT de 2,8 L
Boîte manuelle AISIN à 6 vitesses
Sièges avant chauffants à réglage électrique en 8 sens côté conducteur
Freins à disque avec ABS et fonction d'assistance au freinage d'urgence
Antipatinage à toutes les vitesses avec interrupteur

SRX AVEC TRANSMISSION INTÉGRALE
659 $/mois[1] Location 39 mois
0 $ de comptant
Transport et préparation inclus

Moteur V6 VVT de 3,6 L développant 255 HP
Boîte automatique à 5 vitesses avec fonction manuelle
Sièges avant chauffants en cuir à réglage électrique en 8 sens
Antipatinage à toutes les vitesses avec interrupteur
Freins à disque avec ABS
Système de correction de la trajectoire StabiliTrak[MC]
Toit ouvrant UltraView[MC]

3478150A

3478154

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, conditionnelles à l'approbation de crédit de GMAC, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs CTS 2007 (6DM69/R7A) et SRX 2007 (6EB26/R7B). Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 39 mois. Transport (1 420 $) et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢ du km après 65 000 km. La première mensualité est exigible à la livraison. Dépôt de garantie de 0 $. 2. Selon la première éventualité. Détails sur la garantie limitée chez votre concessionnaire. 3. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gmcanada.com.**

ACTUALITÉS

Les policiers descendent dans le métro de Montréal

Les policiers souterrains seraient logés dans l'îlot Voyageur

CATHERINE HANDFIELD

Montréal a maintenant ses propres policiers souterrains. Depuis hier, 132 agents sont chargés d'assurer la sécurité publique dans les 65 stations de métro. Et ils pourraient dès 2009 installer leur quartier général dans le nouvel édifice de l'îlot Voyageur.

Selon des informations obtenues par *La Presse*, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) entend louer des bureaux dans le pavillon en construction de l'UQAM. Des négociations sont en cours afin de déménager le poste des agents de police du métro, temporairement installé à la Place des Arts, dans des locaux de l'université.

Place de choix

« C'est l'une des options que nous envisageons », a reconnu Hélène Charron, chef de la division du réseau transport en commun du SPVM. L'îlot Voyageur, situé à l'angle de la rue Berri et du boulevard De Maisonneuve, demeure une place de choix pour le SPVM. « La station Berri-UQAM se situe à la jonction de trois lignes de métro, ce qui faciliterait les déplacements des agents », ajoute l'agente Charron, qui soutient qu'aucun contrat n'a été signé jusqu'à présent.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Depuis hier, les policiers de la section métro assurent la sécurité des usagers du transport en commun. Sur la photo, Yves Marcoux et son chien renifleur Rosco à la station de métro Place-des-Arts.

Partenaire de ce projet, l'UQAM n'a pas voulu confirmer cette entente, qui serait déjà conclue, selon certains policiers interrogés par *La Presse*. « Nous sommes liés par une entente de confidentialité sur l'ensemble de nos établissements », s'est contenté de répondre la responsable des communications, Francine Jacques.

Ce contrat de location serait bénéfique pour l'UQAM qui éprouve de sérieuses difficultés financières. Le SPVM déboursera au cours des deux prochaines années 335 000 $ pour la location des locaux de l'Opéra de Montréal, situés à la Place des Arts.

Du renfort pour les agents de sécurité

Depuis hier, les policiers de la section métro assurent la sécurité des usagers des transports en commun. « Tout méfait de nature criminelle sera dorénavant géré par les policiers », explique la directrice des affaires publiques à la Société de transport de Montréal (STM), Odile Paradis. « Ce sera plus facile de contrôler les gangs de rue et de prévenir les actes terroristes dans le métro », estime pour sa part le chef de la direction des opérations du SPVM, Jean-Guy Gagnon.

La sécurité publique relevait auparavant des agents de sécurité, qui travaillaient en collaboration avec les policiers des différents postes de quartier. Le ministère de la Sécurité publique avait d'ailleurs recommandé en 2005 de donner la formation de policier à une partie des 153 agents du métro afin d'assurer une certaine continuité.

Or, seulement deux anciennes agentes font présentement partie du corps policier. Sur les 118 qui ont tenté leur chance, 64 ont réussi les tests pour aller à l'École nationale de police à Nicolet, mais 19 d'entre eux se sont désistés, selon le Syndicat des agents de sécurité de la STM.

Nouvelles fonctions

Une fois leur formation terminée, les anciens agents ne représenteront donc que le tiers du poste de police. Un ratio qui désole la présidente du syndicat, Josée Massicotte. « Notre expertise est en train de se perdre et c'est malheureux pour les usagers du métro », déplore-t-elle.

Les agents de sécurité qui n'ont pas grossi les rangs du SPVM porteront désormais le titre d'inspecteur. Ils veilleront à la sécurité des installations, et surtout à faire respecter le règlement sur les titres de transport. « L'arrivée des cartes à puce en 2008 nécessitera un contrôle accru », souligne M^me^ Paradis, de la STM.

Le Syndicat des agents de sécurité était en réunion hier pour entériner l'entente de principe de leur nouvelle convention collective. Des employés de la STM à qui on a refusé la possibilité de devenir policier entendent déposer une requête contre le SPVM dans les prochains jours, selon M^me^ Massicotte.

Une offre qui vous fera tomber de votre chaise!



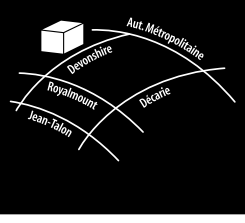
FAIT EN ITALIE

Fauteuil Louis XV, sculpté à la main, offert dans une variété de tissus somptueux.

500$ la paire | ou 269$ chacun |

Pour profiter du meilleur choix, ne tardez pas, les quantités sont limitées. (régulier 379 $ chacun)

Les meubles Fraser
8300, rue Devonshire, Montréal
(514) 342-0050
www.meublesfraser.com



Fraser DEPUIS·SINCE·1880

Des meubles sans pareil !®

3489077A



BMW
X3

bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.MD

X3



Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, aut. Transcanadienne
Kirkland
514.695.6662
514.343.3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
www.bmwsaintejulie.com

BMW X3 3.0 2007 à partir de

499 $*

/mois pendant 39 mois

INCLUANT
LE PROGRAMME
D'ENTRETIEN

Mensualité	Comptant
499 $	3 900 $
535 $	2 500 $
605 $	0 $

– Avec un X3 comme ça, tu serais toujours dans le centre de l'allée.



3473805A

Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW X3 3.0 2007 en stock. Le PDSF pour le modèle BMW X3 3.0 2007 de base est de 45300$. *Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de 499$, un montant de 7083$ est exigé à la signature du contrat de location (ce montant inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière). Le taux de location applicable est de 4,9%. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 26727$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt / la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20000 km ; 0,15$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 juin 2007. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2007 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80000 kilomètres, selon la première éventualité.

3474123

Le nouvel aéroport de Plattsburgh courtise les Canadiens

LAURIER CLOUTIER

Certifié depuis hier pour tous les avions par la Federal Aviation Agency, de Washington, l'aéroport international de Plattsburgh a vu voler un premier petit coucou.

Quatre appareils Beechcraft d'une capacité d'une quinzaine de passagers ont en fait décollé hier de Plattsburgh, en direction de Boston, Burlington et Albany, mais sans avoir fait le plein de clients, loin de là.

Le directeur général de l'aéroport, Roger Sorrell, prévoit 200 passagers par semaine, mais la clientèle devrait tripler l'automne prochain, a-t-il ajouté à *La Presse*.

Malgré tout, l'aéroport de Plattsburgh vient d'entreprendre des négociations avec six ou sept transporteurs, souligne le président du conseil, le Dr Robert Heins. « Trois ou quatre transporteurs pourraient ainsi inaugurer des vols l'automne prochain », déclare Roger Sorrell.

La vice-présidente de la chambre de commerce de Plattsburgh, Sue Matton, prévoit « des annonces d'ici la fin de l'année ».



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Quatre appareils Beechcraft d'une capacité d'une quinzaine de passagers ont décollé hier de l'aéroport international de Plattsburgh (notre photo), en direction de Boston, Burlington et Albany, mais sans avoir fait le plein de clients, loin de là.

Des transporteurs au rabais pourraient ainsi offrir des vols pour la Floride au prix d'environ 99 $US, souhaite Sue Matton. Des compagnies de vols nolisés, avec de plus gros avions, pourraient de leur côté aller jusqu'aux Bahamas ou au Mexique, deux fois par mois, dit-elle. Et d'autres offriraient des vols vers des aéroports comme New York. « Ça va dépendre des compagnies, mais on souhaite avoir des vols à des prix beaucoup plus bas qu'à l'aéroport de Montréal », ajoute Sue Matton.

Plattsburgh veut devenir « l'aéroport américain de Montréal » grâce au bilinguisme et aux bas prix. Les gouvernements de Washington et d'Albany, la capitale de l'État de New York, ont aidé l'aéroport de Plattsburgh à déménager sur l'ancienne base militaire et à y investir 28 millions US, a déclaré le maire de la ville, Don Kasprzak. D'ici quatre ans, l'aéroport pourrait profiter d'une aide additionnelle de 15 millions, ajoute Roger Sorrell. Faut-il rappeler qu'Ottawa a investi 1 milliard à Mirabel, mais que l'aéroport a échoué.

C'est CommutAir, affilié au transporteur Continental, qui dessert actuellement Plattsburgh, mais son service prendrait fin en septembre prochain, à l'arrivée d'un concurrent, ajoute le maire. Ce dernier espère que « les amis canadiens profiteront de l'aéroport, mais aussi des magasins et des hôtels de Plattsburgh ».

Le Dr Heins souhaite que les Canadiens « se sentiront à la maison à l'aéroport bilingue de Plattsburgh. Durant les années 50-60, plus de 25 000 Canadiens fréquentaient les plages de Plattsburgh », enchaîne Robert Heins. Déjà le site web de l'aéroport de Plattsburgh reçoit 35 000 visites par jour et le huard canadien monte en flèche, ajoute-t-il. L'aéroport de Burlington, au Vermont, compte de 30 % à 40 % de Canadiens parmi sa clientèle, mais Plattsburgh est plus proche de Montréal et de la Rive-Sud, souligne Robert Heins.

Plattsburgh peut offrir de meilleures aubaines que Burlington, croit aussi Roger Sorrell, comme le stationnement gratuit.

Tout gratuit qu'il soit, le stationnement était presque désert hier, de même que l'aérogare flambant neuve. Le préposé au comptoir de Hertz n'avait pas trouvé son premier client encore. Et pas de casse-croûte disponible pour faire patienter les curieux et les envoyés spéciaux des médias.

Malgré tout, deux VUS de la police se sont pointés, avec un chien dépisteur, sécurité oblige.

Plattsburgh se trouve à 110 km du centre-ville de Montréal et, pour un aller-retour en auto, il en coûte sans doute aussi cher que le taxi pour Montréal-Trudeau.

Le PDG de l'aéroport de Montréal, James Cherry, s'est plaint de la concurrence subventionnée de Plattsburgh le mois dernier, mais n'a pas voulu répéter ses commentaires hier.



LE TOUT NOUVEAU JEEP MD PATRIOT 2007. CHOISISSEZ VOTRE AVENTURE.

Quelle aventure allez-vous tracer en premier? Avec son puissant moteur de 2,4 L développant 172 ch et fournissant le rendement énergétique optimal de 7,2 L/100 km (39 mpg) selon les cotes de consommation de carburant sur autoroute d'*Énerguide**, ses caractéristiques de sécurité de série comme le système électronique d'antidérapage ESP MC, ses freins ABS, son dispositif électronique antiroulis et son ensemble hors route homologué Trail Rated MD livrable en option, le Patriot vous guidera vers les plus belles aventures. À partir de 16 995 $†. **Choisissez votre aventure sur jeep.ca ou appelez au 1-800-361-3700.**



Jeep MD

*Cotes de consommation de carburant pour un Patriot à traction avant avec moteur de 2,4 L et transmission manuelle à 5 vitesses : ville – 9,0 L/100 km (31 mpg), autoroute – 7,2 L/100 km (39 mpg). Méthodes d'essai de Transport Canada. La consommation de carburant réelle peut varier. † PDSF du modèle sport de base à traction avant. PDSF du modèle Limited 4RM tel que montré avec ensemble hors route homologué Trail Rated MD est de 26 800 $. Transport (1 200 $), assurances, immatriculation, frais d'administration des concessionnaires, droit sur les pneus neufs, taxes sur le climatiseur (si applicables) et taxes sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le prix et (ou) les frais de transport peuvent avoir changé depuis la date de publication. Veuillez valider les prix en vigueur auprès de votre concessionnaire Chrysler, Jeep, Dodge. MD Jeep, Trail Rated et le logo Trail Rated sont des marques déposées de DaimlerChrysler Corporation, utilisées sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. ESP est une marque de commerce de DaimlerChrysler AG. ** Applicable sur certains moteurs et transmissions.

Rabais du gouvernement **

3483078A

ACTUALITÉS

Les anglophones demandent des excuses à Marvin Rotrand

ARIANE LACOURSIÈRE

À trois reprises lors du conseil municipal d'hier soir, des citoyens de la communauté anglophone de Montréal ont demandé au conseiller Marvin Rotrand de s'excuser publiquement pour les avoir traités d'« anglophones laids ».

« Je me suis regardé dans le miroir ce matin, et je me trouve beau. Vos paroles nous ont blessés et je veux des excuses », a demandé Bill Spears, un ancien conseiller municipal de Dollard-des-Ormeaux aujourd'hui retraité.

Au début du mois de juin, quand la Ville de Montréal a dévoilé son nouveau plan administratif, Marvin Rotrand avait déclaré que peu importe ce que fait la ville centre, une petite faction des citoyens des villes défusionnées de l'ouest ne serait jamais satisfaite. « I call them the ugly Anglos (Je les surnomme les anglophones laids) », avait dit M. Rotrand.

Blessés par ces paroles, M. Spears et d'autres de ses compatriotes sont venus demander des excuses à M. Rotrand. « Les paroles qu'il a prononcées sont racistes. S'il avait dit la même chose sur les francophones, je serais venu protester aussi », a commenté M. Spears.

Excuses partielles

Mais M. Rotrand n'a offert que des excuses partielles. « Ceux qui me connaissent savent que je défends les droits des minorités et des anglophones depuis toujours. Je ne suis pas raciste, a-t-il soutenu. Je suis désolé si mes paroles ont heurté une certaine couche de la communauté anglophone. Je m'excuse à eux. Mais je répète ce que j'ai dit: je crois toujours qu'une faction de la population de l'Ouest-de-l'Île est systématiquement contre ce que la Ville de Montréal fait. »

Deux autres citoyens sont tour à tour venus demander des excuses à M. Rotrand au cours de la soirée, mais sans résultat. Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, s'est quant à lui contenté de dire que « M. Rotrand a été clair dans ses explications ».

M. Spears a quitté la séance du conseil municipal visiblement insatisfait. « Je n'ai pas l'intention d'en rester là. Je vais demander de rencontrer le maire et s'il refuse, je suis prêt à demander au ministère des Affaires municipales d'intervenir. Il faut faire quelque chose. En refusant de s'excuser, de quelle réputation Montréal va-t-elle se doter à l'étranger? Les gens diront que la Ville est raciste. Je vais faire bouger les choses », promet M. Spears.

La Presse accueille neuf stagiaires



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

En attendant de voir leur signature, voici leur visage. Une fois de plus, la salle de rédaction de *La Presse* accueille des stagiaires pour la saison estivale. Sélectionnés parmi des centaines de candidats, ces neuf jeunes journalistes couvriront l'actualité au cours des prochaines semaines. Sur la photo, (première rangée, de gauche à droite), Catherine Handfield, Sophie Ouimet-Lamothe, Caroline Rodgers, Nadielle Kutlu, Marie-Ève Blain-Juste, (deuxième rangée), Paul Roux (codirecteur de stage), Martin Croteau, Simon Thibault, Hugo Fontaine et Mario Girard (codirecteur de stage) encadrent Guy Crevier (au centre), président et éditeur de *La Presse*. Anik Poliquin (absente de la photo) effectuera un stage au service graphique. Que cette expérience leur soit profitable !

EN BREF

Déflagration dans une bouche d'égout

Un automobiliste a eu la frousse de sa vie hier matin après que sa voiture eut été soufflée par une déflagration provenant d'une bouche d'égout située dans la rue Atwater, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke, au centre-ville de Montréal. L'incident qui n'a heureusement fait aucun blessé s'est produit vers 8 h au moment où l'automobiliste circulait en direction sud dans la rue Atwater. Une légère explosion provenant de l'intérieur de la bouche d'égout a fait dévier le véhicule de sa route. L'incident survenu en pleine heure de pointe hier matin a forcé la fermeture complète d'un tronçon de la rue Atwater jusqu'à l'heure du midi, le temps que les pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal (SSIM) et les techniciens de la Voirie municipale effectuent des recherches pour découvrir la cause exacte de la déflagration. Selon les rapports préliminaires de l'enquête, l'explosion aurait été provoquée par un contact de l'eau avec des fils électriques.

– Marcel Laroche

Baladez-vous dans les quartiers chics (sans passer pour un touriste).

Jetta City 2007, bien équipée à partir de 16 700 $*.



La très jet set Jetta City 2007 vous est offerte avec des freins ABS, un lecteur de CD/MP3, six haut-parleurs, deux coussins gonflables† à l'avant, un volant déformable en cas de collision, une banquette arrière rabattable et divisée 60/40 et beaucoup plus. Décidément, y a rien de trop beau ! Découvrez dès aujourd'hui le meilleur de l'Allemagne à partir de 16 700 $*.

Jetta City 2007	À partir de 16 700 $*	En location à partir de 199 $** par mois	4 ans / 80 000 km†† Garantie limitée du véhicule neuf

Visitez vw.ca ou appelez au 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

3480298

Remise de 500 $ pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Certaines conditions s'appliquent.

*PDSF de la Jetta City 2007 de base, manuelle, 5 vitesses. Frais de transport de 715 $ et frais de préparation de 575 $. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. **À la location sur 48 mois : acompte de 2 416 $. L'offre s'applique à une Jetta City 2007 de base, manuelle, 5 vitesses, neuve, en stock. Modèle montré à titre indicatif seulement. Certaines caractéristiques montrées sont offertes en option. Frais de préparation de 575 $. Frais de transport inclus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 $), frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 12 ¢ du km après 80 000 km en sus. Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur à partir du 1er mai 2007. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux locations faites à des particuliers. Dans les deux cas, chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut être requis. Taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs en sus. Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être retirées en tout temps sans préavis. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire. †Les coussins gonflables agissent uniquement comme système de retenue supplémentaire et ne se déploieront pas lors de tous les accidents. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Les enfants doivent toujours prendre place à l'arrière et être maintenus par un système de retenue adapté à leur taille et à leur âge. ††Selon la première éventualité. Les réglages et l'usure normale des pièces ne sont plus couverts par la garantie après 12 mois ou 20 000 km, selon la première éventualité.

3480296A

Nouvelle bretelle, nouvel emplacement

Les résidants de L'Île-des-Soeurs gagnent la bataille contre l'ancien tracé

FRANÇOIS CARDINAL



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Le nouvel accès à L'Île-des-Soeurs devait initialement passer près des immeubles SAX, en plein quartier résidentiel, en plus d'avoir un impact négatif sur les milieux humides de l'île.

Devant la levée de boucliers des résidants de L'Île-des-Sœurs, la Ville de Montréal abandonne l'idée de construire un lien routier sur les berges du Saint-Laurent afin de desservir le futur siège social de Bell, a appris *La Presse*.

L'idée était de permettre aux véhicules circulant sur l'autoroute 15, en direction du pont Champlain, de rejoindre la portion de l'île où seront construits les édifices devant accueillir 3000 employés ainsi qu'un millier de nouveaux résidants.

Or selon les informations obtenues, les études préliminaires réalisées par la firme Génivar donnent raison aux citoyens qui craignaient l'impact environnemental de ce projet sur les arbres, la vie aquatique et surtout, les milieux humides de l'île.

Devant de telles conclusions, le maire de l'arrondissement de Verdun, Claude Trudel, a choisi de reculer, ce qu'il annoncera ce soir en assemblée publique. Il précisera du coup qu'il relance les études en vue de l'implantation d'une bretelle plus au sud, en pleine zone commerciale.

Le problème, c'est que le lien routier prévu jusqu'ici (connu sous le nom de bretelle # 9) devait longer les berges du Saint-Laurent, sous le pont de L'Île-des-Sœurs. En outre, il devait passer à moins de 50 pieds du complexe résidentiel SAX, selon les résidants à l'origine d'une pétition contre le projet.

En lieu et place, l'arrondissement privilégiera ainsi un nouveau tracé (connu sous le nom de bretelle # 11) qui nécessitera la construction d'un viaduc, mais qui permettra d'éviter les milieux humides et les zones résidentielles.

Cette option avait initialement été mise de côté par l'arrondissement, car elle était plus coûteuse et plus complexe sur le plan technique. Or les choses ont changé depuis.

D'abord parce que les problèmes environnementaux du site convoité laissent craindre des retards et des coûts supplémentaires. Surtout que le tracé devait traverser la principale alimentation électrique de L'Île-des-Sœurs ainsi que la conduite maîtresse du réseau d'eau municipal.

Ensuite parce que le maire Trudel a réussi à s'entendre avec la Société des ponts fédéraux, propriétaire des terrains visés par le tracé # 11. Elle cède ainsi un droit de passage à la Ville qui sera responsable de l'entretien du nouveau lien routier. « J'ai été agréablement surpris par l'efficacité de la Société », s'est réjoui le maire lors d'un entretien téléphonique, hier.

Retard moins important

Tout ce branle-bas de combat entraînera un retard dans les travaux, mais M. Trudel croit qu'il sera moins important que s'il avait choisi d'aller de l'avant avec le tracé # 9. On prévoit maintenant construire la bretelle au printemps plutôt qu'à l'automne, si bien sûr les études sont concluantes.

En outre, une révision sommaire du coût de chacune des deux bretelles fait miroiter de possibles économies à la Ville: le projet pourrait passer d'une fourchette de 3,7 à 4,3 millions à une fourchette de 3,2 à 3,5 millions de dollars.

Du coup, l'arrondissement répond à certaines exigences financières, mais surtout au souhait des résidants mécontents qui ne comprenaient pas pourquoi un tracé en zone résidentielle était privilégié aux dépens d'un tracé en zone commerciale.

Tout cela se fait dans un contexte de forte ébullition immobilière à L'Île-des-Sœurs. Quiconque a roulé sur l'autoroute 15 ces derniers mois aura aperçu les quatre grues en action sur la pointe nord de l'île. Il s'agit du futur emplacement qui regroupera, dès l'automne 2008, 3000 employés de Bell actuellement répartis dans différents lieux de travail du centre-ville et de Laval.

Certains résidants craignent la nouvelle circulation que cela engendrera, d'autant que le chantier d'un projet résidentiel de 1800 unités démarrera en septembre 2008. La Ville versera 27 millions de dollars pour financer les améliorations des entrées et sorties de l'île, l'aménagement paysager et l'implantation d'une piste cyclable.

ACTUEL

SI LA TENDANCE SE MAINTIENT....

Tous les jours dans LA PRESSE

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2007-06-18

Astro	Jour	Mois	Année	Signe
	24	MAI	91	CAPRICORNE

Lotto 6/49: 01 03 05 11 17 23 31 39 40 43 / 46 47 48 49 54 62 63 66 69 70

La Quotidienne: 3 070 / 4 0019

Extra 3495818* *décomposable dans les deux sens

Mise-O-Jeu: PARIEZ SUR LE BASEBALL ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 5.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM

Méga Fiesta — Tirage de 2 VÉHICULES CHAQUE JOUR de juin !

Numéros gagnants du 18 juin 2007

JEEP MD WRANGLER UNLIMITED ou 30 000 $ — 892B581

MAZDA MX5 CONVERTIBLE ou 30 000 $ — 190A292

Liste complète des résultats à : lotoquebec.com ou chez votre détaillant.

Camping?

Laissez-vous tenter!

Plus de 145 modèles différents

Visitez les tentes grandeur nature :

exposition intérieur et extérieur!

Une seule adresse

André Jac Sport

5520, boul. des Laurentides, Laval

450 622-2410 / Sans frais : 1 800 997-2410

www.andrejac.com

3490740

LE RÉSEAU LE PLUS FIABLE AU PAYS[1]

Le moins d'appels interrompus | La réception la plus claire et nette

Peu importe à qui vous parlez, nous veillons à ce que notre réseau soit le plus fiable possible. En fait, il a été démontré par une firme indépendante que nous avons le réseau avec le moins d'appels interrompus et la réception la plus claire et nette au pays. Alors, où que vous soyez, il est clair que notre réseau sans-fil ne vous laissera pas tomber.

OBTENEZ MAINTENANT TROIS MOIS D'APPELS LOCAUX ILLIMITÉS[2]

Pour en savoir plus, composez le 1-888-rogers2, visitez rogers.com/fiable ou rendez-vous chez nos distributeurs Rogers Sans-fil ou Rogers Plus.

ROGERS MC

3461636A

[1] « Le réseau le plus fiable » fait référence aux résultats de tests menés par Rogers et une firme de recherches indépendante quant à la clarté des appels et aux appels interrompus dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture de Rogers Sans-fil, et comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. [2] Certaines conditions s'appliquent. MC Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. © 2007

3484372

DES KILOMÈTRES ET DES KILOMÈTRES DE VACANCES ...



UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE
ET MEILLEUR ACHAT
Le Guide de l'auto 2007

★★★★★
INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ
LORS D'ESSAIS DE COLLISION♦

CX-7 GS 2007
À TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À PARTIR DE
379 $
PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 4 995$

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ


CX-9 GT illustré

CX-9 GS 2007
À TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À PARTIR DE
499 $
PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 5 995$

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Le CX-9 représente le nouveau flambeau de Mazda,
le véhicule le plus imposant de sa gamme...
Louis Butcher, Journal de Montréal

Le CX-9 n'est pas un CX-7 allongé
pour accueillir une 3e rangée de sièges,
et le CX-7 n'est pas un CX-9 avec 2 rangées de sièges.
Ce sont deux véhicules complètement différents.
Motor Trend, novembre 2006


Tribute GT-V6 illustré

TRIBUTE GX 2008

LOUEZ À PARTIR DE
269 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 995$

- OU - LOUEZ À PARTIR DE
339 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
0$ COMPTANT INITIAL

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1-800-263-4680.

3489115A

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda CX-7 GS à traction intégrale (PXS187AA00), des Mazda CX-9 GS à traction intégrale (QXSA87AA00) 2007 neufs de base et des Mazda Tribute GX (WSXD58AA00) 2008 neufs de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun comptant initial pour le Mazda Tribute GX pour l'offre à 339 $ par mois. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 12¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 12 juin 2007. ♦ Accordé au Mazda CX-7 par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) du gouvernement des États-Unis (www.safecar.gov), suite à des tests mesurant les effets de collisions frontales sur les occupants avant et de collision latérale sur les occupants avant et arrière.

3489129

Marois officiellement candidate

TRISTAN PÉLOQUIN

Forte de 7097 signatures recueillies aux quatre coins du Québec, Pauline Marois a officiellement posé sa candidature à la direction du Parti québécois, hier matin, ouvrant la porte à son élection par acclamation le 27 juin.

Mme Marois, qui en est à sa troisième tentative pour briguer la direction du PQ, a reconnu se retrouver dans une situation à la fois « exigeante et agréable ». Aucun autre candidat n'a pour le moment donné signe de vie. Le parti attendra néanmoins jusqu'au 26 juin, à 17 h, pour fermer la période de mise en candidature.

Pour être admis, un candidat doit fournir 1500 signatures d'appui obtenues dans 40 circonscriptions de six régions différentes.

En conférence de presse, Mme Marois a assuré que le PQ demeurera sous sa direction un parti « souverainiste et progressiste ». « C'est ce qui fait le fondement de notre parti, et je veux que nous continuions de nous appuyer sur cette réalité, a-t-elle affirmé. Mais le parti sera modernisé », a-t-elle assuré.

Plus question de parler de « mécanique référendaire » pour les années à venir. « Je veux que nous parlions désormais du Québec que nous voulons construire et des raisons qui nous poussent à vouloir un pays », a-t-elle dit.

Modernisation

La modernisation touchera aussi le modèle social-démocrate du PQ. Dans la lettre d'orientation qu'elle a déposée en même temps que son bulletin de candidature (et que nous publions intégralement dans nos pages Forum), Mme Marois affirme que le parti doit s'« ouvrir à des formes nouvelles et audacieuses de collaboration entre le secteur privé, le secteur communautaire et le secteur public. Il n'y a rien qui ne puisse être remis en question si cela sert le bien commun ».

« Il faut, une fois pour toutes, en finir avec cette peur de la richesse comme s'il s'agissait de quelque chose qui nous détournerait du bien commun et de la solidarité. Au contraire, c'est grâce à la richesse que nous pourrons être mieux solidaires », ajoute-t-elle.

Mme Marois reconnaît que le PQ a beaucoup de travail à accomplir pour reprendre le pouvoir après la débâcle électorale du mois de mars. « Nous n'avons pas suffisamment été à l'écoute de nos concitoyens. Nous nous sommes enfermés dans un discours en vase clos », a-t-elle admis.

La politicienne entend briguer une circonscription dès qu'il y en aura une de libre. « Le plus tôt sera le mieux », a-t-elle indiqué.

LE TEXTE DE L'ALLOCUTION DE PAULINE MAROIS EST PUBLIÉ EN PAGE A27.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Pauline Marois, qui en est à sa troisième tentative pour briguer la direction du PQ, a reconnu se retrouver dans une situation à la fois « exigeante et agréable ».

PRODUITS DU PHOQUE INTERDITS

Le Canada passe à l'attaque

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Le ministre canadien des Pêches, Loyola Hearn, a qualifié hier de « sérieux précédent » l'initiative de pays européens visant à interdire la vente de produits issus du phoque, indiquant que son gouvernement allait « agir en conséquence ».

La Belgique a instauré un embargo en janvier, imitant l'Italie qui avait légiféré en 2005, mais précédant la France où la mesure devrait bientôt être appliquée. L'Allemagne et les Pays-Bas étudient également la possibilité d'un tel embargo.

« Des pays membres de l'UE (Union européenne), dont la Belgique, ont banni le phoque et ses produits dérivés. Il s'agit d'un sérieux précédent... et nous allons agir en conséquence », a déclaré M. Hearn à la Chambre des communes, sans donner plus de précision sur les actions futures d'Ottawa dans ce dossier.

Pas l'Union européenne

« L'Union européenne elle-même n'a pas interdit ou n'est pas en train d'interdire des produits dérivés de la chasse au phoque », a fait valoir M. Hearn. Il a rappelé que la question de « l'humanité » de la chasse au phoque était à l'étude à Bruxelles.

« Nous estimons être capables de faire la démonstration (que la chasse au phoque n'est pas inhumaine) », a poursuivi le ministre canadien.

En septembre 2006, le Parlement européen avait adopté une déclaration écrite invitant la Commission à fermer les frontières de l'UE aux produits issus du phoque, mais celle-ci n'a pas encore statué.

Les autorités canadiennes ont autorisé cette année la chasse de 270 000 phoques, soit 65 000 de moins que l'an dernier. Ottawa estime à 5,5 millions le troupeau de phoques du Groenland dans ses eaux et affirme que la chasse ne menace pas sa survie.



Des prix aussi chauds que l'été.



Samsung A870 — 0 $* (avec une entente de service de 2 ans)

Samsung U510 — 49,99 $* (avec une entente de service de 3 ans)

LG Chocolate à rabat — 99,99 $* (avec une entente de service de 3 ans)

MOTOKRZR MC — 129,99 $* (avec une entente de service de 3 ans)

Ma Clik MC à partir de 25 $/mois†

Appels locaux et textos illimités. 5 amis. N'importe quel réseau‡.

Le solde se termine le 24 juin.

TELUS le futur est simple MD

3491186A

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Les Jardins Dorval
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
5554, av. de Monkland
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 1
Instant Page
1682, av. Mont-Royal Est
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

LaSalle
Cellulaire Plus
7575, boul. Newman

Saint-Laurent
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand
2400, boul. du Faubourg
(dans le Home Depot)

Lachenaie
aut. 40/aut. 640

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radio Communication inc.
Méga-centre Notre-Dame
2304, autoroute 13 Sud
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
Méga-centre Mascouche
117, Montée Masson

Repentigny
Galeries Rive Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L. Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire Plus
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

Sorel
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil
Cellulaire Plus
559, boul. Laurier

Brossard
Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Candiac
D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

3491187

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP — BUREAU EN GROS — BEST BUY — Domotin — BRAULT & MARTINEAU — WAL-MART — Zellers

* Offre valable jusqu'au 24 juin 2007 avec nouvelles mises en service seulement. Le prix et la disponibilité des appareils peuvent varier. Prix net en vigueur à la signature d'une entente de service de 2 ou 3 ans, tel qu'indiqué, après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. † Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évolué sont en sus. ‡ Vos cinq numéros doivent être des numéros canadiens et ne doivent pas comprendre de numéros sans frais ni 1-900. Les appels locaux doivent être faits ou reçus avec le sans-fil du client. Des frais additionnels pour les appels interurbains ou en itinérance peuvent s'appliquer. Les messages textes peuvent être envoyés et reçus avec d'autres sans-fil et peuvent être assujettis à des frais d'itinérance et de transmission internationale. Cette offre s'applique aux messages textes seulement et ne comprend pas les services de messagerie photo ni vidéo. Les clients peuvent changer leurs cinq numéros une fois par cycle de facturation à montelusmobilite.com. © 2007 TELUS.

POLITIQUE

CONCENTRATION DE LA PRESSE

Une « question importante », estime Christine St-Pierre

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La nouvelle ministre de la Culture et des Communications, Christine St-Pierre, entend porter « une attention particulière » au problème de la concentration de la presse au Québec.

« C'est une question importante » sur laquelle elle entend poursuivre sa réflexion, a indiqué la ministre St-Pierre, hier, lors de l'étude en commission parlementaire des crédits annuels du ministère des Communications.

C'est le député péquiste de Borduas, l'ancien comédien Pierre Curzi, qui a soulevé le problème. Ce dernier a demandé à la ministre si elle proposait la création d'une vigie de surveillance de la concentration de la presse. « Vous êtes rendus trop loin dans ce cheminement. J'en suis rendue à l'étape que c'est une question importante », a répondu la ministre des Communications.

Des députés de toutes les formations politiques avaient unanimement proposé en 2001 la mise en place de certaines mesures pour contrer les dangers que représente une concentration trop poussée des médias d'information entre trop peu de mains, a rappelé M. Curzi.

Ces mesures comprenaient l'instauration d'un mécanisme de vigie pour surveiller la propriété des médias d'information et ses conséquences. Cette vigie devait faire rapport annuellement à l'Assemblée nationale. On prônait aussi l'exigence que les médias se dotent d'un code de déontologie dont l'application devrait faire l'objet d'un examen annuel.

La ministre St-Pierre a fait valoir par contre qu'elle avait augmenté d'un million de dollars par année l'aide financière que son ministère consacre annuellement aux médias communautaires, la portant à 4 millions.

« Les investissements dans les médias communautaires sont une façon de diversifier l'information en région », a commenté la ministre.

Soyez de la fête!

Le 22 juin, nous célébrons la Saint-Jean-Baptiste.
Passez à votre succursale Scotia vous joindre aux festivités.

Banque Scotia®

® Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

3489553A

mercedes-benz.ca/

SLK280
628 $* PAR MOIS
AVEC ACOMPTE DE 6 050 $
À 4,9 %*
BASÉ SUR UN BAIL DE 36 MOIS
PDSF À PARTIR DE
60 500 $*



LA FIÈVRE MONTE. LA ROUTE VOUS APPELLE.
LES CABRIOLETS DÉCAPOTABLES ET LES DÉCAPOTABLES MERCEDES-BENZ



LE CABRIOLET DÉCAPOTABLE DE LA CLASSE SL est doté d'un moteur allant de 382 à 603 ch, du révolutionnaire contrôle de châssis actif et d'un toit rigide qui se replie en tout juste 16 secondes.



LE CABRIOLET CLK offre de l'espace pour quatre et la possibilité de choisir entre un V6 et un V8. Sa capote se ferme en seulement 20 secondes. Et son coffre est suffisamment spacieux pour accueillir vos bagages même lorsque la capote est repliée.

LE CABRIOLET DÉCAPOTABLE DE LA CLASSE SLK a de quoi vous faire battre le cœur : un remarquable nouveau moteur V6, une suspension digne d'une F1 et une transmission automatique 7G-TRONIC à 7 rapports. Tout aussi rapide, le toit rigide se rétracte complètement en 22 secondes à peine. Mais ce qui distingue la SLK, c'est son système AIRSCARF logé dans les appuis-tête, qui enveloppe votre cou d'un souffle d'air chaud et vous permet de rouler à ciel ouvert même sous les étoiles. Rendez visite à un concessionnaire Mercedes-Benz dès aujourd'hui pour faire l'essai d'un cabriolet décapotable ou d'une décapotable.

Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(450) 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau, Greenfield Park
(450) 672-2720

3490414A

FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2007. *Offre de location-bail basée sur une SLK280 neuve, accessible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 628 $ par mois pendant 36 mois. Acompte ou reprise équivalente de 6 050 $ plus première mensualité, dépôt de garantie de 650 $ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 60 500 $. Taux de location annuel de 4,9 %. Obligation totale : 28 658 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,25 $ par km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation et d'assurance, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Modèles illustrés : SLK350, SL350 et CLK350. L'offre peut changer sans préavis et ne peut être combinée à aucune autre offre.

Un Canadien accusé de trafic de drogue à Dubaï

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Un Canadien qui se présente comme étant un agent antidrogue est poursuivi à Dubaï pour trafic de drogue et craint d'être jugé puis emprisonné en raison d'une piètre traduction de sa déposition, indiquait hier un quotidien canadien.

Dans une lettre adressée « à qui de droit » et publiée dans le *Ottawa Citizen*, Bert Tatham, 35 ans, originaire de Victoria, en Colombie-Britannique, explique que son témoignage n'a pas été traduit correctement lors de son procès.

L'homme a été interpellé à l'aéroport de Dubaï le 23 avril dernier, lors d'un transit de l'Afghanistan vers le Canada, à la suite de la découverte de deux fleurs de pavot dans ses bagages. Après une fouille, les autorités locales auraient découvert 0,6 gramme de haschich dans ses vêtements et des traces de stupéfiants dans son urine.

« Je n'étais pas sûr que ceux qui recueillaient mes réponses parlaient couramment l'anglais », a écrit M. Tatham. « Malgré mes protestations, je crains que l'opposé de ce que je leur ai dit ait constitué ma déclaration », a-t-il précisé.

« Par exemple, mon explication selon laquelle j'étais exposé aux drogues dans mon travail... est devenue : « j'ai consommé de la drogue en Afghanistan », poursuit la lettre. « Mon ignorance quant au fait que je possédais du haschich... est devenue : « j'avais oublié que je l'avais mis dans ma poche », poursuit la lettre.

Selon plusieurs médias canadiens, M. Tatham était employé par les Nations unies afin d'aider le gouvernement afghan à éradiquer la culture du pavot.

Dans sa lettre, M. Tatham insiste sur le fait que son emploi d'agent antidrogue l'obligeait régulièrement à manier des drogues. Il explique que, sans être directement rattaché à leurs unités, il travaillait aux côtés des 2500 soldats canadiens déployés dans la province de Kandahar.

Le ministère canadien des Affaires étrangères a indiqué à l'AFP avoir offert ses services consulaires à « un Canadien arrêté à Dubaï » sans donner plus de précisions.

CATASTROPHE D'AIR INDIA

Un échec du renseignement, dit un ex-agent de la GRC

JIM BROWN
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'attentat de 1985 contre un appareil d'Air India a illustré une faillite monumentale du renseignement et aurait pu être évité grâce à un meilleur travail d'enquête, affirme l'homme qui était deuxième dans la chaîne de commandement de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'époque.

Mais Henry Jensen, ex-sous-commissaire aux opérations de la GRC, n'a guère endossé de responsabilité au cours de son témoignage, hier, à l'enquête publique sur l'attentat terroriste qui a coûté la vie à 329 personnes.

Il a plutôt montré du doigt les politiciens qui ont affaibli le corps policier national en lui retirant son service de sécurité, et blâmé la nouvelle instance civile d'espionnage, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui a pris le relais un an à peine avant la tragédie. Comme il l'avait fait au cours de son témoignage précédent à l'enquête, le printemps dernier, M. Jensen s'en est pris à la décision du gouvernement libéral de Pierre Trudeau d'abolir l'ancien service de sécurité de la GRC pour le remplacer par le SCRS.

La mesure avait été adoptée à l'issue d'une commission royale antérieure qui en était venue à la conclusion que des agents de la GRC s'étaient livrés à l'incendie criminel, au vol et à divers autres actes illégaux au nom de la lutte contre l'indépendantisme au Québec.

Mais selon M. Jensen, la réforme a creusé un énorme trou dans la capacité de la GRC de détecter des complots terroristes et de les juguler avant qu'ils ne puissent se concrétiser.

dites oui DÈS AUJOURD'HUI

OPTRA[5]

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 72 MOIS[1]



OPTRA[5] LS
Moteur 4 cyl. à DACT 2,0 L de 119 HP • Freins à disque aux 4 roues • Sacs gonflables avant avec capteur de présence du passager • Lecteur CD et MP3 avec prise audio auxiliaire • Phares antibrouillard • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable • Colonne de direction inclinable • Tapis protecteurs avant et arrière • Chauffe-moteur • Roue de 15 po

MENSUALITÉ
199 $[2] Location : 60 mois
0 $ de comptant
159 $[2] Comptant : 2 237 $ Location : 60 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

VILLE[3] : 10,4 L/100 km
ROUTE[3] : 7,1 L/100 km

HHR



Modèle LT illustré.

HHR LS
Moteur ECOTEC 4 cyl. à DACT 2,2 L de 149 HP • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable à plat • Marchepieds • Glaces et rétroviseurs à réglage électrique • Télédéverrouillage • Glaces des portières arrières, de custode et lunette arrière de teinte foncée • Climatisation avec système de filtration de l'air • Lecteur CD avec prise audio auxiliaire et 6 haut-parleurs • Roues de 16 po

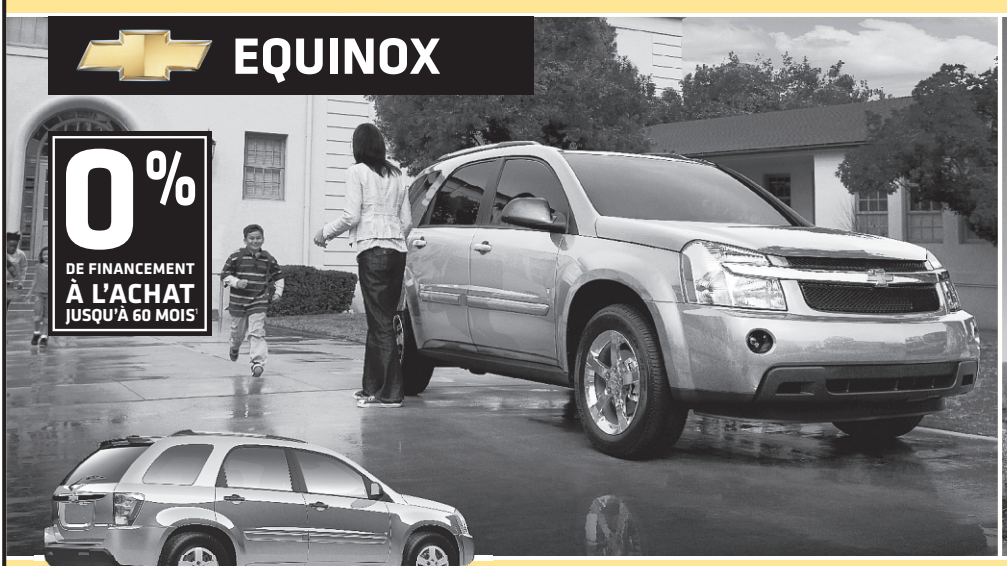
MENSUALITÉ
292 $[2] Location : 48 mois
0 $ de comptant
249 $[2] Comptant : 1 970 $ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[4]

VILLE[3] : 10,4 L/100 km
ROUTE[3] : 6,8 L/100 km

EQUINOX

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS[1]



EQUINOX LS
Moteur V6 à ISC 3,4 L de 185 HP • Boîte automatique électronique 5 vitesses • Freins à disque aux 4 roues avec système ABS • Télédéverrouillage • Glaces et rétroviseurs à réglage électrique • Banquette arrière coulissante Multi-Flex divisée 60/40 à dossier rabattable • Système de contrôle StabiliTrak • Climatisation avec système de filtration • Antipatinage • Roues de 16 po en aluminium

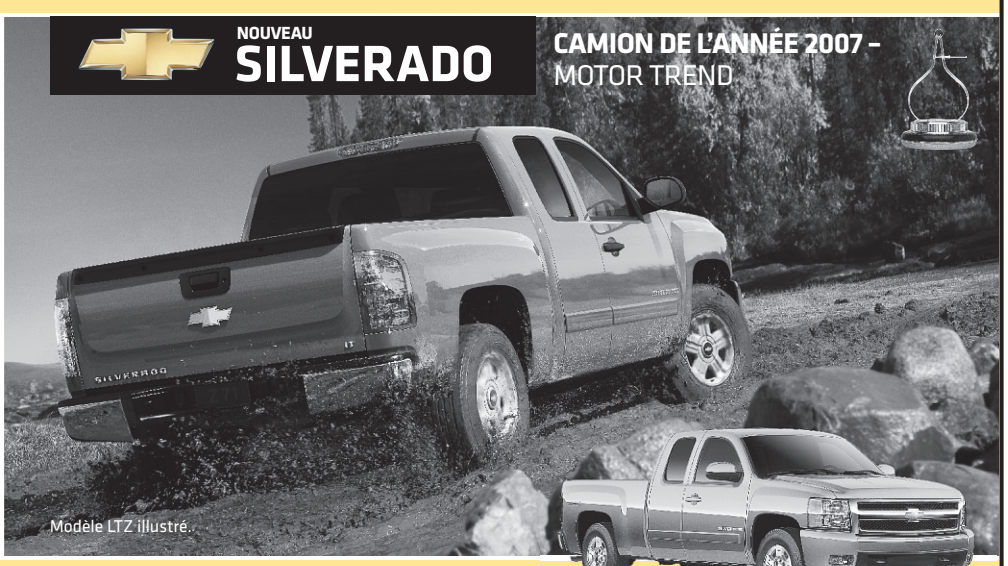
MENSUALITÉ
289 $[2] Comptant : 3 647 $ Location : 48 mois
368 $[2] Comptant : 0 $ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 150 $ INCLUS

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[4]

VILLE[3] : 12,2 L/100 km
ROUTE[3] : 8,3 L/100 km

NOUVEAU SILVERADO

CAMION DE L'ANNÉE 2007 – MOTOR TREND



Modèle LTZ illustré.

SILVERADO WT 1500 4X4 NOUVELLE GÉNÉRATION À CABINE ALLONGÉE
Système de communication et d'assistance OnStar • Moteur V8 Vortec 4,8 L à ISC de 295 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée incluant mode remorquage • Boîte de transfert à 2 vitesses montée au plancher • Différentiel à blocage • Groupe LS : roues de 17 po d'apparence chromée, encadrement de la calandre chromé • Plaques protectrices tout terrain • Équipement de remorquage spécial à grande capacité • Climatisation • Freins avec système ABS

MENSUALITÉ
329 $[2] Comptant : 3 853 $ Location : 36 mois
439 $[2] Comptant : 0 $ Location : 36 mois
Préparation et frais de transport de 1 270 $ INCLUS

VILLE[3] : 15,7 L/100 km
ROUTE[3] : 11,5 L/100 km

CHEVROLET

GM Canada

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE[6] + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE[6] + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE[6]

Obtenez 1000 $ pour votre vieille voiture.
autos-o-ciel une histoire d'auto qui finit bien
Pour les conditions d'admissibilité, visitez autos-o-ciel.ca

offreschevrolet.ca

ALLONS-Y CHEVROLET

3491017A

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Optra5 (1JD48/R7B), HHR (1AT46/R7A) Equinox (1LF26/R7A) et Silverado (CK10753/R7C). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Taux de financement à l'achat de 0 % pour un terme allant jusqu'à 72 mois offert sur l'Optra5 2007 et allant jusqu'à 60 mois sur l'Equinox 2007 sur approbation de crédit de GMAC seulement. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour l'Optra5 et 36 mois pour le Silverado). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km (15 ¢/km après 100 000 km pour l'Optra5 et 15 ¢/km après 60 000 km pour le Silverado). Première mensualité exigible à la livraison. 0 $ dépôt de sécurité. 3. Cote de consommation telle que publiée dans EnerGuide par Ressources naturelles Canada pour l'Optra5 et la HHR avec boîte manuelle 5 vitesses, l'Equinox avec boîte automatique 5 vitesses et le Silverado avec boîte automatique 4 vitesses. 4. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux et pour les passagers avant et arrière lors des tests d'impacts latéraux pour la HHR et l'Equinox, la plus haute cote de sécurité décernée par le gouvernement américain. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 5. Comprend trois mois d'essai gratuit au terme desquels des frais de services s'appliquent. 6. Selon la première éventualité. Les camions de poids moyen sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

ACTUALITÉS

Une liste noire préparée « minutieusement »

Le ministre des Transports estime que les voyageurs n'ont rien à craindre de cette mesure

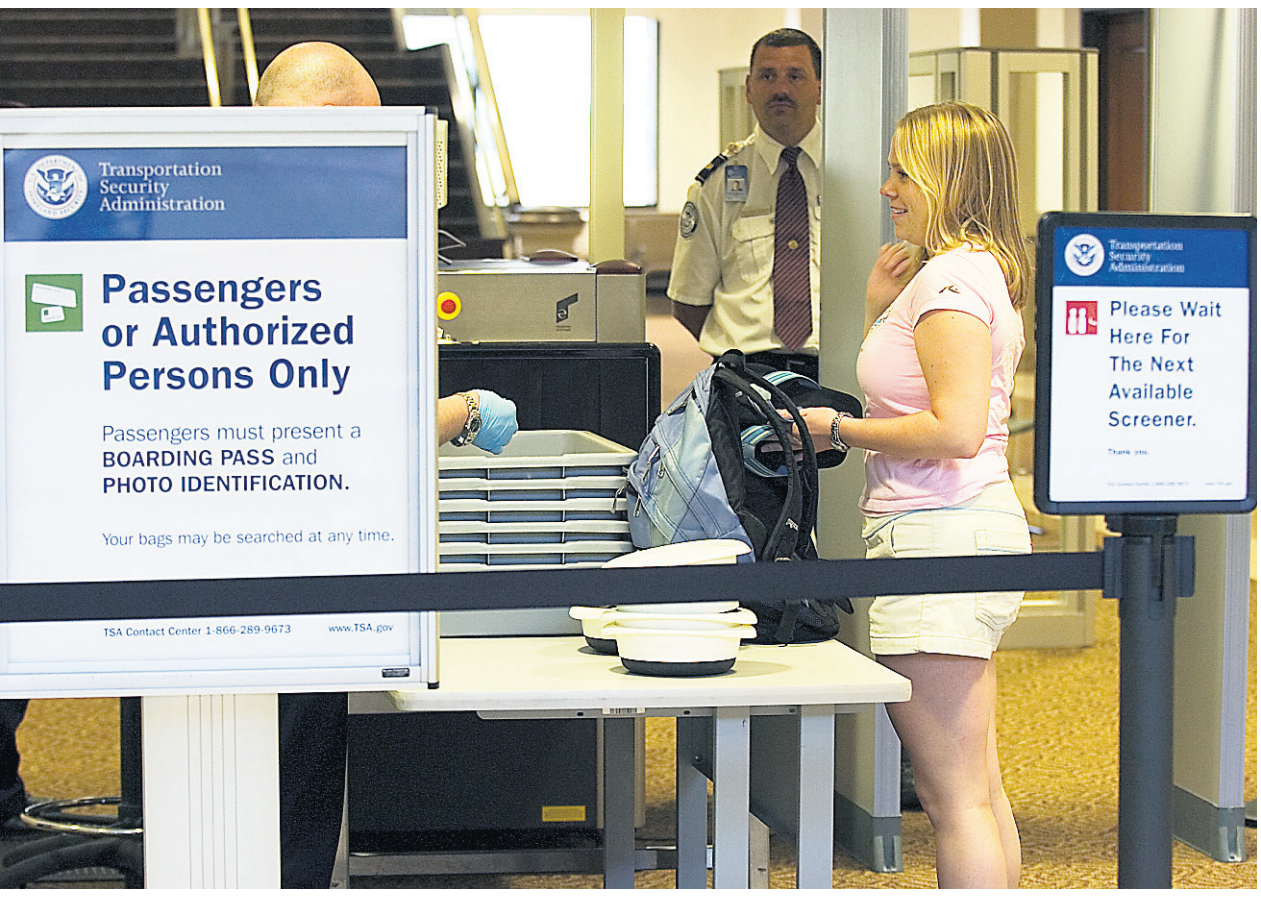


PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Aux États-Unis, la liste noire contient environ 100 000 noms, alors que celle du Canada vise entre 500 et 2000 personnes.

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le ministre des Transports, Lawrence Cannon, affirme que les voyageurs sans histoire n'ont rien à craindre de la liste noire des passagers interdits de vol qui est entrée en vigueur hier.

Le ministre a indiqué que cette fameuse liste a été préparée minutieusement avec le concours de la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité et d'autres agences canadiennes de sécurité au cours des trois dernières années.

Cette liste noire, qui comprend le nom, la date de naissance et le sexe de personnes qui peuvent représenter une menace immédiate à la sécurité aérienne, a été fournie à tous les transporteurs aériens du pays. Ce programme s'applique aussi bien aux vols intérieurs qu'aux vols en provenance et à destination du Canada.

Le ministre Cannon a indiqué que la liste fera l'objet d'une révision régulièrement, tous les 30 jours, et qu'elle contiendra les noms de 500 à 2000 personnes.

« Cette liste-là, au moment où on se parle, n'est pas terriblement volumineuse. C'est une infime partie de ceux et celles qui empruntent la voie aérienne, tant du point de vue domestique que du point de vue international », a affirmé M. Cannon.

« Cette mesure vise d'abord et avant tout à assurer la sécurité des Canadiens qui voyagent sur des vols domestiques ou internationaux. »

Le ministre a ajouté avoir la conviction que cette liste, mise en chantier par l'ancien gouvernement libéral de Paul Martin, respecte la Charte des droits et libertés.

Les Canadiens ne peuvent toutefois consulter cette liste qui demeure secrète. Les individus qui y figurent vont l'apprendre au moment où ils tenteront d'obtenir leur carte d'embarquement.

M. Cannon a précisé que les individus qui désirent contester leur interdiction de prendre un vol pourront remplir un formulaire faisant appel de la décision auprès du ministère des Transports. Leur cas fera ensuite l'objet d'une révision. En cas d'échec, la personne peut porter sa cause devant la Cour fédérale.

Critiques

Malgré les assurances du ministre, les critiques ont continué de pleuvoir hier sur cette nouvelle mesure. Les partis de l'opposition, les groupes de défense des droits de la personne et les communautés ethnoculturelles craignent des bavures qui pourraient mener à un autre fiasco des autorités canadiennes comme ce fut le cas dans l'affaire Maher Arar. Certaines compagnies aériennes, notamment Air Canada, sont mal à l'aise et craignent même que son existence provoque des altercations entre les personnes visées et le personnel des comptoirs d'enregistrement.

Certaines compagnies aériennes, notamment Air Canada, sont mal à l'aise et craignent même que la liste noire provoque des altercations entre les personnes visées et le personnel.

Les critiques montrent aussi du doigt la liste noire américaine qui contient le nom de près de 100 000 personnes et qui a déjà connu de sérieux ratés. Au printemps dernier, le nom du député conservateur de l'Alberta, John Williams, s'est retrouvé sur la liste américaine.

Le député s'est d'ailleurs vu refuser le droit de monter à bord d'un avion effectuant un vol intérieur parce qu'un Américain ayant le même nom que lui figure sur la liste américaine. M. Williams a dû remuer ciel et terre pour régler cette situation. Il a fallu six semaines avant que les autorités américaines corrigent le tir.

Malgré le cauchemar qu'il a vécu, M. Williams a déclaré aux journalistes hier que cette mesure est nécessaire. « Toute liste qui va empêcher des gens qui constituent une menace d'embarquer sur un avion va augmenter notre sécurité, cela ne fait aucun doute », a-t-il dit hier.

Mais le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a soutenu que cette liste peut donner lieu à des abus des droits de la personne. « Il est très probable que des innocents sont sur cette liste et seront empêchés de prendre un vol. Et c'est à eux après de découvrir comment ils vont faire en sorte pour revenir dans le droit qui est le leur de pouvoir prendre l'avion », a dit M. Dion.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a abondé dans son sens. « Il y a des gens qui ont un nom commun qui risquent d'avoir de gros, gros problèmes. C'est aussi normal que les gens soient avertis qu'ils sont sur la liste pour pouvoir se défendre. Il peut y avoir des erreurs. On a vu cela dans le cas de Maher Arar. Il aurait probablement été sur une telle liste, lui », a dit M. Duceppe.

Mais le ministre Cannon a rétorqué que la liste canadienne n'a pas la même ampleur que celle en vigueur aux États-Unis. En outre, les autorités canadiennes n'ont pas utilisé les mêmes critères pour déterminer ceux dont le nom doit y apparaître.

LE RÉSERVOIR CROIT VRAIMENT QUE C'EST UNE PETITE BERLINE.

LE MURANO 2007 DE NISSAN
AVEC TRACTION INTÉGRALE



Vous avez probablement remarqué que ce Murano possède un moteur V6 de 3,5 litres, un habitacle très spacieux et une boîte de vitesses à variation continue Xtronic CVT^MC qui maximise l'efficacité de votre moteur en tout temps. Votre réservoir, lui, ne se doute de rien.

À LA LOCATION 398$ PAR MOIS/48 MOIS† 7905$ COMPTANT INITIAL
AVEC 0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
AVEC 0$ PREMIER VERSEMENT

Moteur V6 de 3,5 litres et 240 chevaux • Traction intégrale • Boîte Xtronic CVT^MC qui permet une grande économie de carburant • Clé intelligente • Sonorisation numérique Bose^MD avec sept haut-parleurs et changeur de 6 CD intégré au tableau de bord • Caméra de marche arrière • Jantes en alliage de 18 po • Régulateur automatique de l'air ambient bizone • Sièges avant chauffants • Consommation de carburant : 12,1L/100km - ville 8,9L/100km - route

LA MAXIMA 3.5 SE 2007 DE NISSAN



À LA LOCATION 398$ PAR MOIS/48 MOIS† 5472$ COMPTANT INITIAL
AVEC 0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
AVEC 0$ PREMIER VERSEMENT

Moteur V6 de 3,5 litres et 255 chevaux • Boîte Xtronic CVT^MC qui permet une grande économie de carburant • Clé intelligente • Toit vitré Skyview • Allumage par bouton-poussoir • Sonorisation numérique Bose^MD avec sept haut-parleurs et changeur de 6 CD intégré au tableau de bord • Jantes en alliage de 18 po • Consommation de carburant : 11,1L/100km - ville 7,8L/100km - route

VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE LOCAL OU VISITEZ NISSAN.CA

NISSAN

3488984A 3488987

†Offre de location disponible sur les modèles 2007 du Murano SL à traction intégrale (L6TG17 AA00)/ Maxima 3.5SE CVT (U4SG17 AA00) sur approbation de crédit auprès de Nissan Canada Finance. Taxes, immatriculation, assurances et frais d'inscription du contrat de 49$ incluant les frais d'inscription du RDPRM et obligations sur pneus neufs en sus. Mensualité de 398$ / 398$ pour un terme de 48 mois avec acompte ou échange équivalent de 7905$ / 5472. Pour un temps limité, 0 $ de dépôt de sécurité sur les modèles 2007. Première mensualité, toutes taxes incluses, est acquittée pour vous par Nissan Canada à la location de certains modèles neufs et de démonstration du Murano et de la Maxima. Le premier versement client est exigible 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10$/km extra. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Les offres sont d'une durée limitée, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. et/ou à ses filiales nord-américaines.

Duceppe présente ses excuses à Dion

Le chef libéral a injustement été associé au scandale des commandites

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a officiellement présenté ses excuses à son adversaire libéral Stéphane Dion pour l'avoir injustement impliqué dans le scandale des commandites dans un dépliant envoyé par le Bloc québécois à l'automne 2005.

Ce dépliant avait provoqué l'ire de M. Dion, qui avait intenté une poursuite pour libelle contre M. Duceppe et le Bloc québécois pour la somme de 400 000 $.

Le dépliant en question, intitulé *Scandale des commandites – la route de l'argent*, montrait les photos de Jean Chrétien, Paul Martin et plusieurs ministres libéraux du Québec, dont Stéphane Dion, Denis Coderre et Lucienne Robillard, qui ont défilé devant la commission d'enquête du juge John Gomery en 2005. Il a été expédié à des centaines de milliers de foyers du Québec à la veille de la chute du gouvernement libéral de Paul Martin à la Chambre des communes et du déclenchement des élections générales.

Le même message avait circulé pendant des mois sur le site internet du Bloc québécois, également à l'automne 2005.

M. Duceppe a donc décidé de hisser le drapeau blanc à la suite de la poursuite intentée par M. Dion en présentant ses excuses qui seront intégrées dans un dépliant qui sera envoyé dans 21 circonscriptions du Québec au cours des prochains jours. Le même texte est affiché sur le site internet du Bloc québécois depuis hier.

« Selon la lecture qui en est faite par M. Dion, la représentation graphique suggérait qu'il était un participant ou une partie prenante au scandale des commandites. Cette lecture était plausible, mais telle n'était pas notre intention », affirme M. Duceppe dans sa lettre d'excuse de quatre paragraphes.

« Puisque M. Dion estime que son intégrité a été mise en cause par le contenu dudit bulletin parlementaire, je désire, tant en mon nom personnel qu'au nom du Bloc québécois et de tous ses députés, offrir nos excuses à lui et à sa famille », ajoute M. Duceppe.

Par la voix d'un porte-parole, le chef libéral Stéphane Dion s'est dit satisfait des excuses présentées par Gilles Duceppe.

Le chef bloquiste risquait de prêter le flanc à une longue guérilla judiciaire s'il avait refusé de présenter ses excuses. En effet, comme le révélait *La Presse* en mars, les avocats de M. Dion tentaient par tous les moyens de forcer M. Duceppe à étaler une partie de sa vie privée au grand jour, en exigeant notamment qu'il produise ses contrats d'assurance, ses états financiers, ses déclarations de revenus et ses relevés de dépôts de banque et de caisse populaire. Ils voulaient aussi obliger le Bloc québécois à produire ses états financiers pour les trois dernières années.

L'objectif de cette démarche visait à démontrer aux tribunaux que M. Duceppe et sa formation politique avaient les moyens de payer la réclamation pour dommages punitifs de M. Dion.

PARTI CONSERVATEUR

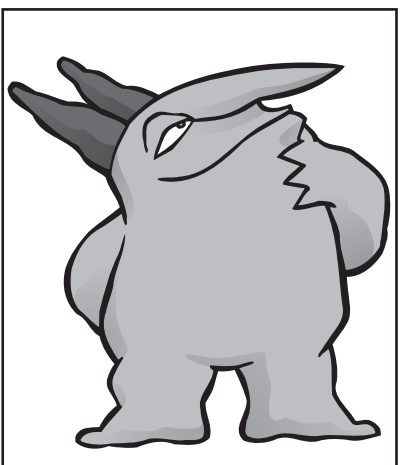
NASCAR et manchettes favorables pour courtiser les électeurs

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le Parti conservateur du Canada ne fait pas que courtiser les électeurs mordus de vitesse en commanditant une voiture de course sur le circuit NASCAR canadien. Le logo du parti apparaît également sur le capot de la voiture pilotée par Pierre Bourque (ce n'est pas l'ex-maire de Montréal), dont le site internet vend au personnel politique des manchettes ayant un préjugé favorable pour le client.

Le PC refuse de confirmer ou de nier qu'il emploie directement le service de manchettes de Bourque Newswatch. Mais depuis des mois, on peut y lire des titres négatifs et des « blogues » cinglants à l'endroit de Stéphane Dion.

Les courses NASCAR attirent des amateurs de la classe moyenne, et selon la ministre de l'Immigration, Diane Finley, commanditer une voiture est une façon de les rejoindre.



cyberpresse.ca/victor

3489837A

C'EST AUSSI

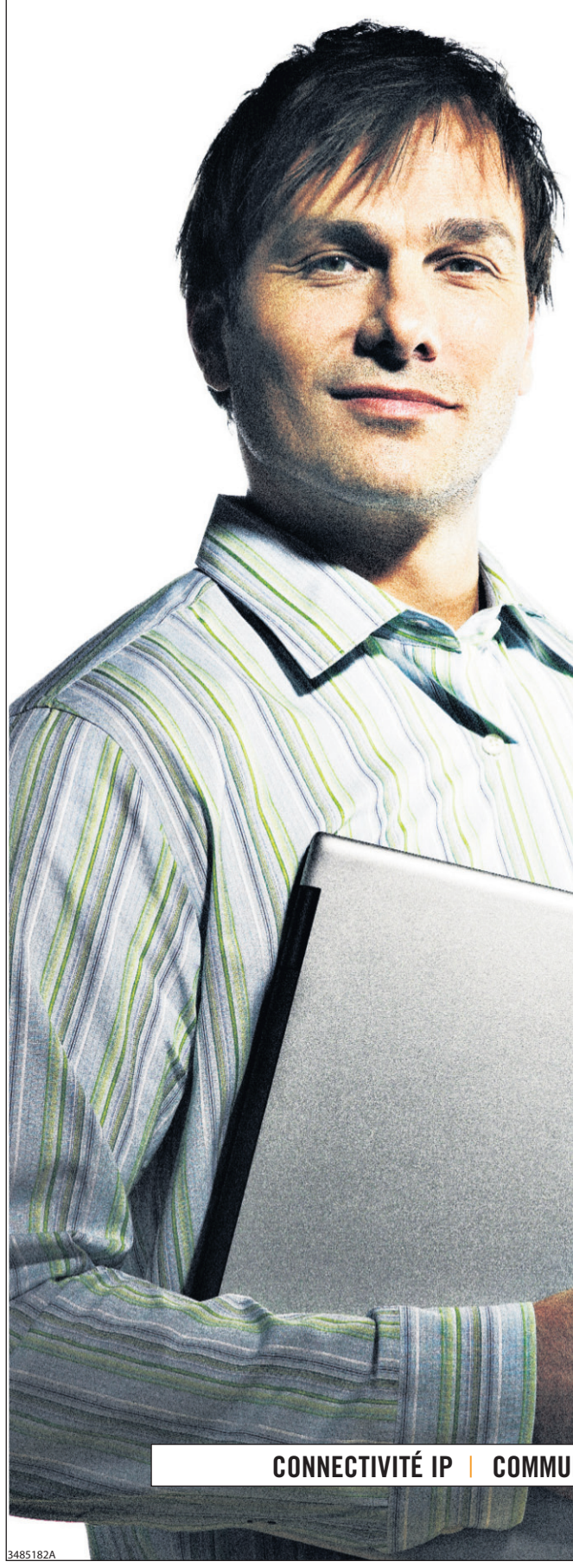
BRANCHER
LES GENS EN TEMPS RÉEL

Les affaires n'attendent pas et de nos jours, il faut réagir plus vite que jamais. Lorsque l'occasion se présente, vous devez vous assurer que tous les intervenants – employés, clients, fournisseurs et partenaires – disposent d'un moyen sûr et fiable de communiquer entre eux, peu importe l'heure et où qu'ils soient.

La puissante suite de solutions de communications unifiées d'Allstream vous permet d'intégrer toutes vos applications de communication et vous donne accès à des outils comme la messagerie, la présence virtuelle, le partage de fichiers, la téléconférence et la vidéoconférence, ainsi qu'Internet et la téléphonie mobile. Vous pouvez ainsi créer un véritable environnement de collaboration à l'échelle de votre entreprise. Mieux encore, Allstream peut concevoir une solution de télécoms parfaitement adaptée à vos activités, qu'elle soit hébergée chez Allstream ou installée dans vos locaux.

De plus, vous êtes traité aux petits oignons par notre équipe d'experts dévoués. Notre expertise en matière de télécoms et de consultation en TI, jumelée à une intime compréhension de vos besoins d'affaires, vous permet entre autres d'améliorer votre service à la clientèle, d'accroître votre productivité et de réduire vos coûts.

Des milliers d'entreprises bénéficient déjà de la différence Allstream. Appelez-nous dès aujourd'hui pour savoir comment votre entreprise peut profiter de notre expertise.



allstream
C'EST BIEN PLUS QU'UN RÉSEAU^MD

Pour en savoir plus,
composez le 1 888 298-3452
ou visitez le site www.allstream.com

CONNECTIVITÉ IP | COMMUNICATIONS UNIFIÉES | SÉCURITÉ | CONSULTATION EN TI

^MD Manitoba Telecom Services Inc. Utilisé en vertu d'une licence.

3485182A

3485183

ACTUALITÉS

Pas d'enquête sur la GRC, dit Stockwell Day

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, refuse d'ordonner une enquête publique sur le scandale des régimes de retraite et d'assurances de la GRC, préférant plutôt, selon ses termes, passer à l'action immédiatement et mettre sur pied un groupe de travail chargé de réformer l'institution.

Le ministre Day a également annoncé hier, au cours d'une conférence de presse, que le premier ministre, Stephen Harper, annoncera d'ici deux ou trois semaines la nomination du nouveau commissaire de la GRC.

Stockwell Day a également remercié David Brown, l'enquêteur spécial chargé par le gouvernement de faire la lumière sur le scandale des régimes de retraite et d'assurances de la GRC, en indiquant qu'il acceptait toutes les recommandations faites par ce dernier dans son rapport remis vendredi dernier.

« C'est le temps d'agir. Ce n'est pas le temps pour une huitième enquête. C'est pourquoi j'accepte la recommandation de créer un groupe de travail pour donner à la GRC une structure moderne de gestion », a déclaré M. Day.

Le groupe de travail sur la GRC sera ainsi formé de membres de la GRC, d'employés de la fonction publique et d'experts de l'extérieur en matière de gouvernance et de services policiers.

Le Bloc québécois craint pour sa part que cette décision du gouvernement n'entraîne la multiplication des enquêtes « au fur et à mesure » que se font les révélations sur la mauvaise gestion du corps de police. « Ne serait-il pas préférable d'avoir une seule enquête publique? » a demandé le critique du Bloc en matière de sécurité publique, le député Serge Ménard.

Le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique demandent également une enquête publique, estimant que cela est nécessaire pour régler la crise de confiance à laquelle fait face la GRC.



PHOTO JONATHAN HAYWARD, PC

La GRC traverse une période difficile depuis l'affaire Arar et le scandale des régimes de retraite. Mais selon M. Day, la police fédérale n'a pas le temps de se soumettre à une enquête publique. Elle doit, selon lui, « redevenir efficace immédiatement ».

La GRC traverse en effet depuis des mois des crises successives, dont l'une, l'affaire Arar, a mené à la démission de son commissaire Giuliano Zaccardelli. M. Zaccardelli a également été accusé par plusieurs officiers d'avoir géré le corps de police comme s'il lui appartenait et d'avoir voulu camoufler l'affaire des régimes de retraite et d'assurances.

La vérificatrice générale, Sheila Fraser, avait découvert que 3,4 millions de dollars de la caisse de retraite avaient été utilisés de manière inappropriée par certains responsables de la GRC et avaient été remboursés un peu plus tard. Elle a également signalé, dans un rapport qui a fait grand bruit, que 1,3 million de dollars ont été déboursés pour des contrats sans valeur destinés à des parents d'employés de la GRC.

Mais le ministre Day hier a maintenu qu'il n'était pas question d'enquête publique.

« La GRC est une grosse organisation. Il y a 26 000 personnes qui travaillent pour la GRC. C'est une opération de 3 milliards de dollars par année et une organisation qui gère une caisse de retraite de plusieurs millions de dollars et qui soulève des questions de ressources humaines pertinentes à toute organisation moderne. Lorsque l'on parle d'opérations policières, il faut une structure décisionnelle. Une équipe tactique qui doit affronter une situation à haut risque n'a pas le loisir d'attendre que des comités assis autour d'une table aient fini leurs discussions. Les décisions doivent se prendre vite et des gestes doivent être faits rapidement. »

Le ministre de la Sécurité publique estime de plus que le rapport Brown a suffisamment fait la lumière sur les problèmes de la GRC pour que l'on s'arrête là. L'opposition souligne que l'enquête sur la tragédie d'Air India, 20 ans après les faits, prouve qu'une enquête publique permet toujours de révéler des faits nouveaux et souvent troublants.

« Nous n'avons pas 20 ans devant nous, a répondu M. Day, nous n'avons pas 5 ans ou 10 ans. Nous ne pouvons attendre. Il faut que la GRC redevienne immédiatement efficace. »

Stockwell Day a également annoncé hier qu'il établira une directive ministérielle qui exigera d'autres changements au processus disciplinaire de la GRC. Il a annoncé aussi que l'actuelle commissaire intérimaire, Beverley Busson, récompensera les officiers et le personnel de la GRC qui ont dénoncé publiquement le scandale des régimes de retraite et d'assurances.

De plus, les enquêtes réalisées par la police d'Ottawa en 2004 et 2005 sur la GRC seront soumises à la Police provinciale de l'Ontario afin qu'elles soient examinées à nouveau.

CALIBER
DODGE CALIBER 2007 ÉDITION ► *PLAY*

9HAUT-PARLEURS
458WATTS

MUSICGATE POWER^MC



DODGE CALIBER ÉDITION ► *PLAY*

LOUEZ À : 277 $* PAR MOIS
LOCATION DE 48 MOIS
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
0$ COMPTANT INITIAL

SIRIUS SATELLITE RADIO | Bluetooth® | Boston Boston Acoustics

PLAY EDITION

L'ÉDITION ► *PLAY* COMPREND :

SYSTÈME AUDIO MUSICGATE POWER^MC DE 458 WATTS À 9 HAUT-PARLEURS BOSTON ACOUSTICS^MD COMPRENANT UN CAISSON D'EXTRÊMES GRAVES RADIO SATELLITE SIRIUS ET 12 MOIS D'ABONNEMENT – 110 STATIONS SYSTÈME DE COMMUNICATION MAINS LIBRES UCONNECT^MC AVEC TECHNOLOGIE BLUETOOTH^MC CLIMATISEUR ET COMPARTIMENT CLIMATISÉ CHILLZONE^MC LÈVE-GLACES, RÉTROVISEURS ET VERROUILLAGE À COMMANDE ÉLECTRIQUE PRISE D'ALIMENTATION AUXILIAIRE DE 115 VOLTS ROUES DE 17 POUCES

FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR
Services financiers Chrysler

* Tarif mensuel établi pour la Dodge Caliber 2007 avec l'ensemble 23D + AJV + ATU + RSA + NHM + RSP. Le dépôt de sécurité est de 0$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km pour 48 mois au taux de 15¢ le kilomètre. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. Frais d'inscription au RDPRM de 60$, incluant les frais du registre, sont en sus. Transport (1 200$), taxes sur le climatiseur (lorsque applicables), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre, à l'exception de l'offre « Mon Volant » lorsque applicable et à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des modèles 2007 neufs en stock sélectionnés. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif seulement. ** L'offre « Mon Volant » de 500$ est en vigueur chez les concessionnaires DaimlerChrysler Canada inc. participants du 3 avril au 3 juillet 2007 et s'applique à tous les modèles 2006, 2007 et 2008 neufs et inutilisés (modèles inadmissibles : Chrysler Crossfire et Dodge Sprinter). L'offre est limitée aux résidents canadiens présentement inscrits à une école secondaire à temps plein, un collège, un cégep ou une université reconnue et à ceux qui ont reçu un diplôme de l'une de ces institutions au cours des quatre dernières années. L'offre « Mon Volant » s'applique à la vente ou à la location d'un véhicule 2006, 2007 ou 2008 neuf et admissible, livré durant la période de l'offre. 500$ seront déduits du prix négocié après application des taxes. Les taxes sont calculées sur la totalité du montant négocié. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails et conditions. Bluetooth et les logos Bluetooth sont des marques de commerce de Bluetooth SIG, Inc., U.S.A., utilisées sous licence par DaimlerChrysler.

Mon volant** PROGRAMME ÉTUDIANT

CHRYSLER
Jeep^MD
DODGE
CINQ ÉTOILES

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^MD • Dodge du Québec

3488961A
3482631

L'Ontario promet de fermer ses centrales au charbon d'ici 2014

CHINTA PUXLEY
PRESSE CANADIENNE

TORONTO — En précampagne électorale, le premier ministre libéral de l'Ontario, Dalton McGuinty, a annoncé hier qu'il fera adopter cette semaine un décret qui forcerait la province à fermer ses centrales au charbon d'ici 2014, afin d'aider l'Ontario à atteindre ses cibles de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES).

Ce plan vise à ramener les taux d'émission de GES de la province à un niveau de 6 % inférieur à celui de 1990, ce qui raterait de peu les objectifs de 2012 fixés par le protocole de Kyoto.

Selon M. McGuinty, les gouvernements subséquents devraient amender la loi s'ils désirent garder ouvertes les centrales au charbon.

Mais selon certains, ce plan ne se veut qu'une autre promesse électorale qui ne sera pas respectée par les libéraux de Dalton McGuinty. Au cours de la dernière campagne électorale, M. McGuinty avait promis de fermer les centrales au charbon avant 2007, une date qui n'a cessé d'être repoussée.

« Nous allons fermer nos centrales au charbon d'ici 2014 sans compromis au niveau de la fiabilité, a expliqué M. McGuinty, réfutant les questions portant sur la crédibilité de son gouvernement dans ce dossier. Il n'y a qu'un endroit au monde où on élimine progressivement le charbon, et c'est ici en Ontario. »

Plan critiqué

Livrant un discours au Sommet air pur, à Toronto, M. McGuinty a déclaré que si son gouvernement était réélu le 10 octobre prochain, il ramènerait les émissions de gaz à effet de serre à un niveau de 15 % inférieur à ceux de 1990 d'ici 2020, et de 80 % inférieur aux niveaux de 1990 d'ici 2050.

« Notre plan est beaucoup plus dynamique que celui du gouvernement fédéral, a ajouté M. McGuinty. Avec le temps, nous dépasserons de loin Kyoto. »

Le plan des libéraux ontariens a immédiatement été critiqué, d'abord par un manifestant qui a interrompu le discours du premier ministre sortant, puis par des environnementalistes, qui déplorent que ce plan ignore les principales sources d'émissions dommageables – les véhicules – et ne fasse que reprendre une promesse électorale non tenue.

« Le premier ministre a déclaré aujourd'hui (hier) qu'il « n'y avait pas d'excuse pour ne pas être un leader, a commenté Dave Martin, de Greenpeace. Le fait est que l'Ontario n'est toujours pas un leader. »

Selon le Fonds mondial pour la nature, un peu plus du quart des émission de gaz à effet de serre du Canada proviennent des véhicules ontariens, pas de ses centrales au charbon.

BEACONSFIELD

Les marinas de la discorde

MATHIEU PERREAULT

Deux marinas créent de la bisbille à Beaconsfield. Hier soir au conseil municipal, l'Association des citoyens de Beaconsfield a demandé la fin des « subventions » au Club de yacht de Beaconsfield et au Club de yacht Lord Reading. Bâtiments et terrains appartiennent à la Ville, et nécessitent des rénovations de plusieurs centaines de milliers de dollars, mais sont utilisés exclusivement par les deux marinas.

« Les taxes ont augmenté de 35 % voilà deux ans, se plaint Karin Essen, de l'Association des citoyens. Et la Ville investit des millions dans deux projets qui ne rapportent pas un sou, pour aider les propriétaires de bateaux à ne pas payer trop cher leurs cotisations. C'est inacceptable. » Selon M^me^ Essen, des documents déposés dans des conseils précédents font état de dépenses de 2 millions entre 2006 et 2008.

Denis Chabot, directeur de l'aménagement urbain à Beaconsfield, explique que 750 000 $ ont été investis dans l'immeuble du club de yacht parce qu'il a une valeur patrimoniale importante, ayant été construit en 1810. Pour ce qui est du Lord Reading, M. Chabot note qu'il a été acquis en 2001 pour 150 000 $, bien en deçà de sa valeur. Des investissements de 300 000 $ sont envisagés pour réaménager une berge naturelle, dans le but d'encourager les autres riverains à faire de même. Les terrains du Lord Reading devraient revenir à la Ville en 2018, selon M^me^ Essen.



IL EST TEMPS DE METTRE UN TERME AUX MYTHES SUR LES VOITURES ET LES CAMIONS.

• La technologie des véhicules s'améliore très vite. Un véhicule fabriqué aujourd'hui est douze fois plus propre qu'un véhicule fabriqué en 1993 et 37 fois plus propre qu'un véhicule fabriqué en 1987.[1]

• Aujourd'hui, faire un aller-retour Ottawa Vancouver en véhicule utilitaire sport crée moins d'émissions responsables du smog que peindre une pièce avec 4 litres de peinture à base d'eau.[1]

NOUS POUVONS CONDUIRE LES NOUVEAUX VÉHICULES D'AUJOURD'HUI AVEC ASSURANCE.

• Moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre et du smog au Canada sont causés par les voitures et les camions légers de cette année.

• Les 19 millions de véhicules pour passagers conduits par les Canadiens aujourd'hui représentent moins de 13 % des émissions totales de gaz à effet de serre au Canada et moins de 10 % des émissions responsables du smog.[1]

LA TECHNOLOGIE PERMET D'AMÉLIORER LES CHOSES.

• Les véhicules hybrides ne sont qu'un début. Plus de 70 nouvelles technologies permettant d'économiser le carburant sont entrées sur le marché canadien depuis 2005. De plus, nombre de nos nouveaux véhicules peuvent rouler avec 85 % d'éthanol et d'autres biocarburants, ce qui permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

• De plus, nous investissons dans les technologies de la nouvelle génération, notamment des diesels propres, des véhicules électriques et des véhicules avec pile à hydrogène.

NOUS SAVONS QU'IL FAUT FAIRE PLUS.

• Voilà pourquoi nous avons signé en 2005 un accord volontaire visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,3 millions de tonnes d'ici 2010.

• À compter de 2011, nous allons appliquer des normes nord-américaines sur l'efficacité des carburants encore plus strictes, qui établiront un équilibre entre la sécurité et les toutes dernières technologies de pointe.

• Mais il ne faut pas oublier que les vieux véhicules polluent. Il y a toujours plus d'un million d'autos et de camions légers âgés de vingt ans sur les routes aujourd'hui, et nous devons faire plus pour les en retirer.

Nous avons un PLAN VERT POUR L'AUTO – un plan exhaustif pour améliorer la qualité de l'air et avoir un avenir plus vert. Pour en savoir plus, veuillez visiter le www.cvma.ca.

Canadian Vehicle Manufacturers' Association
Association canadienne des constructeurs de véhicules

[1]Pour validation par une tierce partie, veuillez visiter le www.cvma.ca/clean

3487355A

3487654

ACTUALITÉS

Les incendies de forêt s'étendent au Lac-Saint-Jean

MARTIN CROTEAU

Alors que la situation s'améliore dans certaines régions, les incendies de forêt prennent des proportions inquiétantes au nord du lac Saint-Jean. La Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) a agrandi hier le territoire où il est interdit de circuler en forêt dans cette région du Québec.

« On s'attend à une journée (aujourd'hui) très difficile en raison de forts vents », a indiqué le porte-parole de la SOPFEU, Gérard Lacasse. L'organisme a par ailleurs levé l'interdiction de faire des feux à ciel ouvert en Gaspésie, au Bas-Saint-Laurent, en Minganie et à l'île d'Anticosti.

Les précipitations des derniers jours ont permis aux pompiers de maîtriser la situation devenue préoccupante depuis au moins deux semaines. Il reste que 108 incendies font toujours rage dans la province. Quinze sont hors de contrôle. Un millier de pompiers, dont 400 provenant de l'extérieur du Québec, combattent les flammes.

UQAM Les membres du Syndicat des employés cassent leur tirelire



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Les membres du Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM-SCFP) ont trouvé un moyen original de se faire entendre, hier après-midi. Une centaine d'entre eux se sont réunis au parc Pasteur pour remplir des tirelires qu'ils ont ensuite déposées sur le bureau du vice-recteur à la recherche et à la création de l'UQAM, Michel Jébrak. Prise dans une crise financière sans précédent, l'UQAM a annoncé qu'elle réduira ses dépenses au cours des prochains mois. Les syndiqués, qui s'attendent à payer le prix de cette crise, espèrent que leur contribution symbolique d'hier sera la dernière.

VALLÉE-DU-RICHELIEU

Toujours pas d'eau potable

MARTIN CROTEAU

Les quelque 80 000 résidants de la Vallée-du-Richelieu croyaient enfin pouvoir se désaltérer à même leurs robinets. Ils devront plutôt prendre leur mal en patience en attendant une décision de la Régie intermunicipale de l'eau.

À la suite d'un bris électrique à leur usine de traitement d'eau vendredi, neuf municipalités sont privées d'eau potable. Depuis, les résidants de McMasterville, Belœil, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Mathias, Otterburn Park, Sainte-Madeleine, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Basile-le-Grand et Sainte-Marie-Madeleine doivent faire bouillir leur eau avant de la consommer.

Hier, les autorités ont prolongé l'avis d'ébullition. L'analyse des tests bactériologiques effectués au cours des derniers jours se fait toujours attendre.

« Quand on aura les résultats, et si les résultats sont positifs, on aura le feu vert pour lever l'interdiction d'arroser et l'avis d'ébullition », a indiqué le président de la Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée-du-Richelieu, Jacques Durand.

Rénovée au coût de 22 millions de dollars l'an dernier, la centrale est la source du problème. « C'est fâchant. L'usine a été réparée il n'y a pas longtemps. Pourquoi est-elle déjà brisée? » demande France Côté, résidante de Belœil. La mère de deux enfants multiplie l'achat de contenants d'eau depuis plusieurs jours.

La situation n'irrite pas que les citoyens. Ce sont les villes qui se sont partagé la plus grande partie des frais de rénovation. « Après des investissements de 22 millions, on ne s'attend pas à ce que ça arrive. On est déçus », a dit Michel Gilbert, maire de Mont-Saint-Hilaire.

Certaines villes ont dû allonger des milliers de dollars pour faire face à la situation. Par exemple, la municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu, 4800 habitants, a dû acheter 90 cruches d'eau pour fournir ses trois garderies, son école et son foyer pour personnes âgées. Ses pompiers ont également fait plusieurs heures supplémentaires au cours de la fin de semaine. Le maire Patrice Viens estime les coûts entre 5000 et 10 000 dollars.

« Certaines municipalités ont loué des citernes ou ont acheté de l'eau potable en grande quantité. C'est certain que ces factures-là vont nous revenir », a convenu Jacques Durand. La Régie a mis sur pied une équipe d'ingénieurs et d'électriciens afin de déterminer la cause du bris. Ses conclusions sont attendues jeudi après-midi.

La firme Dessau-Soprin a supervisé la réfection l'an dernier. Plusieurs entrepreneurs en construction ont participé aux travaux. La Régie n'exclut pas des poursuites s'il y a eu faute. « Ce sera à notre assureur de nous informer s'il y a des mesures à prendre », a dit Jacques Durand.

59 $*
Montréal - Toronto

MOQUEZ-VOUS DU PRIX DE L'ESSENCE.

Vous désirez voyager cet été?
Nous vous offrons un siège confortable, un service courtois et des économies intéressantes.

Cet été, partez avec VIA.
Découvrez nos super rabais à **viarail.ca/promo59** ou composez 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245) ATS 1 800 268-9503 (malentendants).

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER VIA Rail Canada MC

3490918A

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.
* Le tarif indiqué (taxes non comprises) s'applique à un aller simple en provenance ou à destination de Montréal en classe *Confort*. Les places sont limitées et les billets doivent être achetés au moins une journée avant le départ. D'autres conditions s'appliquent.



Facilitez vos déplacement avec ÉQUIPEMENTS ADAPTÉS MCL

Nous offrons un service de location!
- Lit électrique
- Fauteuil roulant
- Marchette, béquilles
- Quadriporteur
- Adaptation pour salle de bains

Et encore plus...



NOUVEAU BAIN AVEC PORTE
Disponible en magasin

ÉQUIPEMENTS ADAPTÉS MCL
985 boul. Curé-Poirier O. (angle Duvernay) Longueuil
(450) 442-4111 • 1 877 442-4111

LIVRAISON • RÉPARATION • SERVICE À DOMICILE

Vieux·Québec

179$

... véritable musée à ciel ouvert, jalonné de multiples rues historiques aux boutiques raffinées. Vieux-Québec… son éventail culinaire distinctif… ses parcs romanesques. Votre chambre avec vue magnifique sur le Vieux-Québec et le Saint-Laurent. À partir de **179$** en occupation simple, **199$** en occupation double, gratuit pour les enfants accompagnés des parents, selon la disponibilité en juin et juillet. Piscine extérieure chauffée, gâteries et jeux pour les enfants.
1-800-447-2411

Hilton
sur Vieux·Québec

hiltonquebec.com Forfaits
Famille · Romance · Beaux-Arts

3490783A
3490787

PÉDOPHILIE SUR INTERNET

Les enquêtes se multiplient au pays

PÉDOPHILIE
suite de la page A1

«Le développement d'internet se fait au détriment des enfants. La facilité d'accès à la pornographie infantile nourrit les fantasmes de plusieurs agresseurs», expliquait hier Mme McColl. Des études démontrent que la majorité de ceux qui téléchargent de la pornographie infantile sont aussi des agresseurs.

Les Canadiens appréhendés dans le cadre de l'enquête internationale qui a été rendue publique hier par la police britannique participaient tous au forum de discussion «Kids the light of our lives» (Enfants lumières de nos vies), créé par un Anglais de 28 ans, Timothy Cox. Ce dernier, reconnu coupable de neuf chefs d'accusation, a été condamné hier à une peine de prison illimitée. Plus de 76 000 photos d'enfants et 316 heures de vidéo ont été trouvées sur l'ordinateur de M. Cox. Certaines images montraient des enfants en très bas âge subissant des agressions sexuelles «sadiques», au dire du juge anglais.

Viol en direct au Canada

Une partie du matériel vidéo provenait du Canada. «Dans un des cas à St-Thomas, en Ontario, un enfant était agressé en direct sur internet. En moins d'une heure, nous avons été capables d'arrêter l'homme et de sauver l'enfant», a dit hier à *La Presse* Marc Pugash, de la police de Toronto.

La police de la Ville reine a collaboré directement avec les autorités britanniques, américaines et australiennes, pour mettre au jour ce réseau de pédophiles. Sur les 700 usagers repérés dans 35 pays, sept se trouvaient au Canada, a confirmé la GRC hier.

Dans le cas d'un réseau pédophile basé sur le web, le travail des enquêteurs consiste d'abord à identifier l'adresse IP des ordinateurs qui sont utilisés pour télécharger de la pornographie infantile. Une fois qu'ils ont trouvé cet identifiant, ils doivent communiquer avec les fournisseurs internet qui possèdent les noms et les adresses des propriétaires des ordinateurs visés. Lorsqu'ils reçoivent les informations, les enquêteurs nationaux les communiquent au service de police le plus près du suspect.

«Mais si les fournisseurs internet ne nous donnent pas l'information, nous ne pouvons rien faire», note la surintendante Earla-Kim McColl. Elle déplore du coup le manque de collaboration de certains fournisseurs internet qui, au nom de la protection des renseignement personnels, refusent d'obtempérer aux demandes des policiers. «Et c'est particulièrement un problème au Québec», ajoute-t-elle, tout en refusant de nommer les fournisseurs récalcitrants. «Plusieurs fournisseurs internet ignorent que nous avons l'autorité nécessaire pour demander les noms et les adresses de leurs clients et ils ignorent aussi qu'ils ont le droit de nous les donner. Malheureusement, le succès de notre travail dépend de la rapidité avec laquelle nous recevons ces informations», dit la patronne du Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants. L'organisation fait partie des Services de police nationaux du Canada et elle est chapeautée par la Gendramenrie royale du Canada (GRC). Plus de 40 enquêteurs y travaillent à temps plein.

Le pédophile Clermont Bégin veut être interné

PRESSE CANADIENNE

Clermon Bégin, ce pédophile mis en liberté et qui suscite la controverse partout où il tente de s'installer, souhaite maintenant être institutionnalisé.

La députée péquiste de Crémazie, Lisette Lapointe, a indiqué hier que le ministère de la Justice avait été informé, plus tôt ce mois-ci, de la demande de Clermont Bégin d'obtenir des traitements psychiatriques en institution. Celui-ci réside présentement en maison de transition dans le nord de Montréal, dans la circonscription de Mme Lapointe.

Ses tentative répétées de se trouver une place où vivre ont été chaque fois réduites à néant par une levée de boucliers des résidants locaux.

Mme Lapointe, qui représente les citoyens du secteur où se trouve présentement le pédophile, a indiqué lors d'une conférence de presse que celui-ci est sous surveillance constante et qu'il ne quitte jamais la maison de transition sans être escorté. Clermont Bégin, 40 ans, est atteint d'une maladie mentale et n'a jamais terminé ses traitements malgré le fait qu'il ait purgé la totalité de sa peine de 11 ans de pénitencier.

Quelque 2000 autres citoyens du quartier où se trouve la maison de transition ont signé une pétition circulant depuis quelques semaines, demandant qu'il soit relogé ailleurs.



NOUS AVONS UNE RESPONSABILITÉ ET NOUS LA PRENONS AU SÉRIEUX.

• En 2005, nous avons signé un accord volontaire afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,3 millions de tonnes entre 2005 et 2010.

• À compter de 2011, nous allons appliquer des normes nord-américaines sur l'efficacité des carburants plus strictes, à l'aide des toutes dernières technologies de pointe.

NOUS AVONS UN PLAN POUR FAIRE PLUS.

Des véhicules plus propres et la meilleure efficacité des carburants ne sont que des éléments d'un plan efficace visant à améliorer la qualité de l'air et de lutter contre le changement climatique. Tout le monde a un rôle à jouer. Un plan vraiment efficace doit comprendre les éléments suivants :

• **De nouvelles technologies**. Nous avons adopté 70 nouvelles technologies écologiques depuis 2005 et, par la recherche et le développement, nous nous engageons à offrir plus de choix verts aux conducteurs canadiens.

• **De meilleurs carburants.** Nous devons avoir plus de choix quant aux biocarburants renouvelables qui polluent moins et aident à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous pouvons commencer par les parcs de voitures gouvernementaux et commerciaux, pour ensuite donner à tous les consommateurs accès à des réseaux de distribution de carburants de remplacement.

• **Retirer des routes les vieux véhicules polluants.** Il faut modifier les programmes de l'industrie et du gouvernement afin d'accélérer le remplacement des vieux véhicules.

• **Un leadership gouvernemental.** Les gouvernements peuvent continuer à donner l'exemple en achetant des véhicules écologiques.

• **Changer notre conduite.** Nous devons collaborer afin d'aider les conducteurs à réduire les émissions. Ensemble, nous pouvons faire une différence.

Nous avons un PLAN VERT POUR L'AUTO – un plan exhaustif pour améliorer la qualité de l'air et avoir un avenir plus vert. Pour en savoir plus, veuillez visiter le www.cvma.ca.

Canadian Vehicle Manufacturers' Association
Association canadienne des constructeurs de véhicules

3487348A

3487675

GRAND SOLDE D'INVENTAIRE

SUR TOUS LES MODÈLES 2007

IMPREZA

2.5i Édition Spéciale sport familiale 2007

TAUX DE LOCATION **2,9 %**

PRIX DE LOCATION **299 $*** **/ 48 MOIS taxes en sus**



- **Traction intégrale à prise constante**
- Contrôle de la température automatique
- Cache-bagages rétractable dans l'aire de chargement
- Toit ouvrant vitré électrique entrebâillant et coulissant avec pare-soleil
- Sièges avant chauffants à deux intensités
- Jantes en alliage d'aluminium à sept rayons de 16 x 6,5 po

Et beaucoup plus...

FORESTER

Édition Columbia 2007

TAUX DE LOCATION **2,9 %**

PRIX DE LOCATION **339 $**** **/ 48 MOIS taxes en sus**



- **Traction intégrale à prise constante**
- Cache-bagages rétractable
- Grand toit ouvrant vitré électrique coulissant avec pare-soleil
- Sièges avant chauffants à deux intensités
- Jantes en alliage d'aluminium à douze rayons de 16 x 6,5 po

Et beaucoup plus...



LEGACY

2.5i berline 2007

TAUX DE LOCATION **1,9 %**

PRIX DE LOCATION **319 $***** **/ 48 MOIS taxes en sus**

- **Traction intégrale à prise constante**

OUTBACK

2.5i 2007

TAUX DE LOCATION **1,9 %**

PRIX DE LOCATION **339 $****** **/ 48 MOIS taxes en sus**

- **Traction intégrale à prise constante**

B9 TRIBECA

2007

TAUX DE LOCATION **2,9 %**

PRIX DE LOCATION **439 $******* **/ 48 MOIS taxes en sus**

- **Traction intégrale à prise constante**



Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le **www.subaru.ca**

Traction intégrale

SUBARU

SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES	**SUBARU RIVE-SUD** GREENFIELD PARK	**SUBARU SAINTE-AGATHE** SAINTE-AGATHE DES-MONTS	**SUBARU SAINT-HYACINTHE** SAINT-HYACINTHE	**SUBARU SAINT-JÉRÔME** SAINT-JERÔME	**SUBARU REPENTIGNY** REPENTIGNY	**JOLIETTE SUBARU** JOLIETTE
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG	**JOHN SCOTTI SUBARU** SAINT-LEONARD	**CONCEPT AUTOMOBILES** GRANBY	**SUBARU AUTO CENTRE** MONTREAL	**CARREFOUR SUBARU AUTO** SAINTE-ROSE, LAVAL	**SUBARU DES SOURCES** DOLLARD DES ORMEAUX	

3488508A

3488511

*Pour le modèle Impreza 2.5i Édition spéciale Sport familiale 2007 5 vitesses (7G1SE) : Comptant de 3 076,65$ (taxes incluses), 0$ dépôt de sécurité. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 495,98$ (taxes incluses).**Pour le modèle Forester 2.5X Édition Columbia 2007 5 vitesses (7J1SE) : Comptant de 4 102,20$ (taxes incluses), 0$ dépôt de sécurité. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 567,11$ (taxes incluses). ***Pour le modèle Legacy 2.5i berline 2007 5 vitesses (7A1UL): Comptant de 2 734,80$ (taxes incluses), 0$ dépôt de sécurité. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 176,92$ (taxes incluses). ****Pour le modèle Outback 2.5i 2007 5 vitesses (7D1UL) : Comptant de 4 102,20$ (taxes incluses), 0$ dépôt de sécurité. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 567,11$ (taxes incluses). *****Pour le modèle B9 Tribeca 2007 automatique 5 vitesses (7R2XG) : Comptant de 5 459,26$ (taxes incluses), 0$ dépôt de sécurité. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 6 038,12$ (taxes incluses). Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois.Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix variable selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année, 15¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Offres valables jusqu'au 30 juin 2007.



GO ! Vous vous inscrivez aux « Alertes emploi ».

BING ! Vous recevez un courriel dès qu'un emploi qui vous intéresse est affiché sur notre site.

BINGO ! Vous êtes recruté par l'une des entreprises les plus dynamiques au Québec.

Plus de 5 000 offres d'emploi vous attendent chaque jour.

worko bingo!

workopolis.com

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

vancouver 2010 TM/MC FOURNISSEUR OFFICIEL

MC 2006, COVAN.

3491791

MONDE

FRANCE

Le couple Royal-Hollande : chronique d'une séparation



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Ainsi Ségolène ne vit plus avec François. Et c'est au beau milieu des résultats des élections législatives, dimanche soir, que la dépêche de l'AFP est tombée, provoquant une certaine confusion au milieu de la soirée électorale.

Le soir même, un communiqué du patron du Parti socialiste confirmait la nouvelle, sans autre commentaire. Hier matin, enfin, une interview exclusive accordée samedi à France Inter par l'ex-candidate à la présidence entrait dans les détails: « J'ai proposé à François Hollande de vivre sa vie de son côté et il l'a accepté. Nous ne sommes plus au même domicile… »

Dans le feuilleton de ses relations sentimentales avec François Hollande, Ségolène Royal n'est pas toujours facile à suivre.

Dans un livre d'entretiens publié il y a trois mois à peine, en pleine campagne présidentielle, la candidate socialiste dénonçait les « rumeurs » concernant sa vie de couple avec François Hollande et affirmait: « Nous vivons toujours ensemble. »

Quelques jours après sa défaite, le 6 mai, devant Nicolas Sarkozy, *La femme fatale*, un livre de deux journalistes du *Monde* – assez mince pas ailleurs – nous apprenait à mots couverts que François Hollande avait une liaison amoureuse extra-conjugale. Et que c'est cette liaison qui avait poussé Ségolène à devenir candidate à la présidence à la place de son compagnon depuis plus de 25 ans.

Aussitôt le couple Royal-Hollande avait porté plainte contre les deux journalistes pour « atteinte à la vie privée ». Ce qui avait aidé le livre à dépasser les 300 000 exemplaires. Et avait relancé à l'infini les rumeurs sur le couple le plus médiatisé de la politique française… juste après celui de Cécilia et Nicolas Sarkozy.

La « transparence »

Entre-temps, M^me^ Royal – qui brigue ouvertement la direction du Parti socialiste, à la place de François Hollande – a décidé de jouer la « transparence ». Un livre sur sa campagne présidentielle, *Les coulisses d'une défaite* (éditions de l'Archipel) devait sortir en librairie le 20 juin. Quelques jours avant l'impression de ce journal de campagne de deux journalistes de l'AFP, Ségolène Royal leur fait savoir par téléphone: « Ne présentez plus François Hollande comme mon compagnon… Je lui ai demandé de quitter le domicile, et de vivre son histoire sentimentale de son côté… »

La fuite a-t-elle été involontaire et malveillante, comme M^me^ Royal le disait hier, ou bien délibérée, de manière à tomber au beau milieu de ce qui s'annonçait comme une débâcle électorale des socialistes? Toujours est-il que l'AFP dévoile ce qui ne devait en principe être connu que le 19 ou 20 juin: Ségolène confirme officiellement sa séparation, sans préciser à quel moment elle s'est produite, alors qu'il y a trois mois encore, elle balayait d'un revers de main toutes les rumeurs « médisantes » sur son couple.



PHOTO D'ARCHIVES AFP

Finies les rumeurs: la séparation de Ségolène Royal, la candidate socialiste défaite à la présidence de la France, et de François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, est un fait accompli.

« Dans cette affaire, nous avons été manipulés, on ne peut pas plaider la transparence et travestir la réalité », disaient hier après-midi d'une même voix dans un débat télévisé les directeurs du *Figaro* et du *Parisien*. Quelques ricanements à droite, où certains parlaient de « vaudeville ». Léger embarras chez les socialistes, où l'on faisait mine de se réjouir de cette « clarification ».

Et en effet, une chose est désormais plus claire que jamais: Ségolène Royal a l'intention de s'emparer du Parti socialiste, au moment où François Hollande remettra son mandat en jeu en novembre 2008. Ou même avant s'il est poussé à la démission. Et pour ce genre de manœuvre, il vaut mieux finalement faire appartement à part.



PHOTO D'ARCHIVES REUTERS

Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo continuent de faire fuir les populations locales. Un enfant, assis sur un monticule, regarde un camp de personnes déplacées par les violences.

Congo-Kinshasa : cris d'alarme

JOONEED KHAN
ANALYSE

Moins d'un an après des élections très contestées en RDC (République démocratique du Congo, capitale Kinshasa), les alarmes se succèdent quant à une nouvelle explosion de violences dans ce pays où se déroule le drame le plus meurtrier de la planète.

« Le risque d'une violence à large échelle et du retour du conflit ne peuvent pas être écartés », a averti le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Louise Arbour, la semaine dernière à Genève.

M^me^ Arbour rentrait d'une mission en RDC, au Rwanda et au Burundi. Elle a qualifié de « décourageant » le nombre de « graves défis » aux droits de l'homme dans la région, et elle a estimé que « la norme de l'impunité » poussait au retour de la guerre.

Avec 17 000 hommes et un budget de plusieurs milliards de dollars, l'ONU maintient en RDC sa plus importante mission de paix. Mais l'ONU admet que la RDC connaît un holocauste, à cause des conflits dans l'est du pays, avec 500 000 victimes chaque année – en plus des quatre millions tuées entre 1998 et 2003.

Alerte épiscopale

« L'opinion finit par avoir la sensation que notre pays demeure un État de non-droit où tout est permis et où rien n'est sacré », écrit l'Assemblée épiscopale de Bukavu, chef lieu du Sud-Kivu, dans un message aux fidèles en date du 1^er^ juin.

« Il y a risque de régression » quand « les pouvoirs publics laissent pourrir des situations analogues à celles qui ont conduit aux guerres de 1996, 1998 et 2004 », dit le texte, signé par M^gr^ François-Xavier Maroy, archevêque de Bukavu, et les évêques de Goma, Uvira, Kasongo et Butembo-Beni.

« Les gens sont tués chaque jour comme des brebis conduites à l'abattoir. Leurs bourreaux agissent en toute impunité. L'assassinat d'étudiants est devenu chose courante. Les coupeurs de routes volent et tuent comme bon leur semble. Les attaques terrorisent familles et communautés. L'armée est commandée par des officiers connus pour des crimes atroces. Des étrangers font irruption sur le territoire et inquiètent les populations, mais l'affaire tombe aussitôt dans l'oubli », énumère le texte.

Journalistes assassinés

Serge Maheshe, journaliste de Radio Okapi, la radio de l'ONU à Bukavu, a été abattu la semaine dernière alors qu'il montait dans un véhicule de l'ONU. Anne-Marie Kalanga, journaliste de la radio-télévision nationale, a été tuée dimanche quand trois hommes ont ouvert le feu sur sa maison de Kinshasa.

Deux soldats de l'armée régulière ont comparu hier devant un tribunal militaire à Bukavu pour l'assassinat de Maheshe, 31 ans. Le groupe Journalistes en danger (JED) a dénoncé « ce procès précipité, mené sans enquêtes ni expertises ».

Les ambassadeurs des 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU sont attendus aujourd'hui en RDC pour une visite d'information sur le terrain.

AFGHANISTAN

Nouvelle bavure américaine : sept enfants tués

ALEXANDRE SIROIS

La coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan a admis hier avoir commis une nouvelle bourde dans ce pays, tuant sept enfants en bombardant une école coranique.

La bavure survient alors que certains pays de l'OTAN expriment de plus en plus ouvertement leurs inquiétudes quant à la multiplication de ce genre d'incidents et à leur impact sur l'opinion publique afghane.

Les enfants sont morts dimanche dans la province de Paktika, près de la frontière avec le Pakistan.

Un porte-parole de la coalition, Chris Belcher, a affirmé que des combattants d'Al-Qaeda se terraient dans l'école coranique ciblée et dans une mosquée adjacente. Ils se seraient servis des « civils innocents pour se protéger ».

Il a précisé que la coalition n'était pas au courant de la présence d'enfants « dans ou autour » de l'école coranique.

Depuis le début de l'année, plusieurs dizaines de civils ont été tués par les forces internationales en Afghanistan. Jusqu'à 60 auraient péri au cours des derniers jours dans le sud du pays, ont soutenu des responsables locaux.

En avril et en mai, environ 70 avaient été tués en l'espace de deux semaines. Le président Hamid Karzaï avait alors vertement critiqué la communauté internationale.

« La coalition prend des mesures importantes pour prévenir ces incidents, mais de toute évidence, insuffisantes », a affirmé Roland Paris, professeur de relations internationales à l'Université d'Ottawa.

Cet expert ne pense pas que ces bavures, à elles seules, peuvent pousser les Afghans à vouloir le départ de la communauté internationale. Il estime toutefois qu'elles contribuent au déclin de leur soutien pour la mission, mais aussi pour leur propre gouvernement.

« Si vous minez le soutien du public pour le gouvernement afghan et les forces internationales qui le supportent, vous allez d'une certaine façon à l'encontre du but stratégique ultime: avoir un état afghan sécuritaire, soutenu par la population et capable de se gouverner », a-t-il dit.

Certains pays membres de l'OTAN sont conscients du péril qui les guette. Le mois dernier, l'Allemagne a carrément sommé les Américains de changer de tactiques dans le but de limiter la mort des civils.

Règles des Canadiens

Washington dirige une coalition de quelque 13 000 soldats en Afghanistan, parallèlement à la force des pays de l'OTAN. Cette dernière compte 35 000 militaires, dont 2500 du Canada.

Une responsable du ministère de la Défense à Ottawa a signalé hier que « les règles d'engagement » des Canadiens en Afghanistan diffèrent de celles des Américains.

« Pour qu'un soldat canadien utilise son arme, il faut qu'un ennemi tire en premier, a-t-elle dit. On n'est pas là pour faire la guerre, mais pour assurer la sécurité. » Le Ministère ne se prononce toutefois pas à savoir si les bavures américaines peuvent nuire aux Canadiens œuvrant au sein de l'OTAN en Afghanistan.

Avec l'AFP

Américains et Européens lèvent le blocus contre les Palestiniens



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE



PHOTO KHALIL HAMRA, AP

Comme cette femme en larmes avec ses enfants, des centaines de Palestiniens tentant de fuir Gaza tombé aux mains du Hamas sont coincés dans le corridor d'Erez qui va en Israël. Les États-Unis ont promis hier de ne pas abandonner les Palestiniens de la bande de Gaza à leur sort.

NEW YORK — On oublie tout et on recommence. Quinze mois après le début de leur boycottage contre les Palestiniens, les États-Unis, tout comme l'Union européenne, ont décidé de reprendre leur aide directe au gouvernement du président Mahmoud Abbas en Cisjordanie.

La décision américaine a été annoncée hier par la secrétaire d'État Condoleezza Rice, à la veille d'une rencontre à Washington entre le président George W. Bush et le premier ministre israélien Ehoud Olmert. Les deux hommes doivent discuter des moyens de relancer le processus de paix au Proche-Orient, voyant une occasion dans la crise actuelle.

« Le Hamas a fait son choix », a déclaré Condoleezza Rice en conférence de presse, faisant allusion au coup de force du mouvement islamique dans la bande de Gaza. « Les Palestiniens responsables font aujourd'hui leur choix et la communauté internationale a pour responsabilité de soutenir les Palestiniens qui cherchent à bâtir une vie meilleure et un avenir pacifique. »

Condoleezza Rice a annoncé elle-même la décision américaine au nouveau premier ministre palestinien Salam Fayyad, nommé par le président Abbas à la tête d'un gouvernement d'urgence en Cisjordanie. Israël s'est également dit prêt à mettre fin au blocus imposé au gouvernement palestinien depuis la victoire électorale du Hamas en janvier 2006.

Peu avant la conférence de presse de Rice, les Européens, principaux bailleurs de fonds des Palestiniens, avaient annoncé la « normalisation immédiate » de leurs relations avec le gouvernement palestinien.

Les États-Unis, comme la plupart de leurs alliés, considèrent le Hamas comme une organisation terroriste.

Aide aux Palestiniens de Gaza

Or, malgré leur refus de négocier avec le Hamas, les États-Unis promettent de ne pas abandonner les Palestiniens de la bande de Gaza à leur triste sort. À cet égard, la chef de la diplomatie américaine a annoncé une aide humanitaire de 40 millions de dollars qui sera acheminée par l'entremise de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens.

« Nous ne laisserons pas 1,5 million de Palestiniens à la merci d'une organisation terroriste », a déclaré Condoleezza Rice.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, n'en a pas moins exprimé son inquiétude à ce sujet hier.

« La situation qui se détériore à Gaza et dans la région est source de grande préoccupation pour tous », a-t-il dit au sortir d'une rencontre avec le premier ministre Olmert à New York. « C'est un recul pour la sécurité humanitaire et le processus de paix au Proche-Orient. »

En 2006, la décision américaine d'imposer un blocus au gouvernement palestinien avait mené à la suspension ou à l'annulation de 246 millions d'aide directe. De peur que les fonds ne tombent dans les poches du Hamas, le versement des salaires des fonctionnaires, médecins, policiers et enseignants avait été ainsi suspendu. Il en a résulté une grave crise économique dans les territoires palestiniens.

Devant la presse, Condoleezza Rice a évoqué hier l'intention des États-Unis de « restructurer » une aide de 86 millions de dollars pour les forces de sécurité fidèles au président Abbas. Selon la secrétaire d'État, il est encore temps de sauver la « vision » du président Bush pour le Proche-Orient : « Deux États – Israël et la Palestine –, vivant côte à côte en paix et en sécurité. »

Le gouvernement d'urgence soulève des doutes en Cisjordanie

STÉPHANE AMAR
COLLABORATION SPÉCIALE

RAMALLAH — Tiendra, tiendra pas ? À Ramallah, les spéculations vont bon train au lendemain de la nomination du gouvernement d'urgence qui prend le relais du gouvernement d'unité nationale limogé au lendemain de la prise de contrôle de la bande de Gaza par les islamistes du Hamas.

Dans l'ensemble, les Palestiniens de Cisjordanie se montrent dubitatifs face à cette équipe composée de ministres apolitiques et dirigée par Salam Fayyad, un premier ministre réputé surtout pour ses qualités de gestionnaire.

« Il nous faut un pouvoir fort », plaide Omar, un chauffeur de taxi qui prend le frais sur une terrasse de café. « Mahmoud Abbas était déjà un faible, là ça va être encore pire », dit-il, faisant allusion au président de l'Autorité palestinienne.

Car pour des Palestiniens terrorisés à l'idée que la guerre civile qui a ensanglanté la bande de Gaza ne gagne maintenant la Cisjordanie, l'urgence est au retour de l'ordre et de la sécurité.

Depuis plusieurs mois, de nombreuses villes palestiniennes sont le théâtre d'affrontements entre le Fatah, le parti du président Abbas, et le Hamas, le parti islamiste qui vient de prendre contrôle de Gaza. Certaines zones sont même contrôlées par de véritables mafias locales. Malgré les promesses de reprise en main, les Palestiniens voient mal comment ce gouvernement de technocrates pourrait éradiquer les milices de tout poil.

Légitimité populaire

La tâche s'avère d'autant plus ardue que Salam Fayyad ne dispose d'aucune légitimité populaire. Comme le prévoit la Constitution palestinienne, il ne peut d'ailleurs gouverner plus de 30 jours. Passé ce délai, il devra obtenir la confiance des deux tiers des députés du Parlement palestinien… où le Hamas est largement majoritaire.

« Dans l'état actuel des choses, il est inimaginable que le Hamas soutienne ce gouvernement », considère Shaawa Djabarin, avocat spécialiste du droit public palestinien. « Mahmoud Abbas va donc être tenté de contourner la loi, ce qui serait à mon avis une grande erreur. La démocratie palestinienne ne doit pas être bafouée. »

« Ce double gouvernement ajoute encore un peu plus à confusion pour le peuple palestinien », renchérit un éditorialiste du journal *al-Qods*. « La multiplicité des centres de décision va pousser chaque groupe à manipuler les institutions à son bénéfice et va aggraver encore un peu plus le chaos actuel. »

Les Palestiniens ne seront vraisemblablement prêts à fermer les yeux sur d'éventuelles entorses à la démocratie qu'à une condition : que leur gouvernement apporte des solutions immédiates aux galères de la vie quotidienne. Abbas et Fayyad, qui en ont d'emblée fait une priorité, l'ont bien compris. D'ores et déjà, ils ont obtenu des Occidentaux la totale reprise de l'aide économique et Israël a évoqué l'assouplissement des restrictions de circulation ainsi qu'un soutien financier conséquent. « Seule la communauté internationale peut nous sortir de là », confirme Machour Abu Daka, le nouveau ministre des Transports.

Ce pur produit de l'élite intellectuelle palestinienne n'adhère à aucun des deux grands partis mais exclut la division de l'Autorité palestinienne en deux entités distinctes (la Cisjordanie au Fatah, Gaza au Hamas) et prône la réconciliation nationale. « Le Hamas n'est pas venu de nulle part, il a été légitimement élu par le peuple palestinien. Il n'y a donc aucune raison de l'écarter du pouvoir. Mais pour le convaincre de respecter l'Autorité palestinienne, il faut montrer qu'elle améliore le sort des Palestiniens. Or depuis Oslo, reconnaissons qu'elle n'a amené que des catastrophes. »

Sur le mur de sécurité qui encercle Ramallah, le portait de Marwan Barghouti a été peint au pochoir. Condamné à la prison à vie en Israël pour sa participation aux attentats terroristes de la deuxième Intifada, il reste un recours pour beaucoup de Palestiniens, le seul capable de restaurer l'unité perdue. Issu de la jeune garde du Fatah, il jouit du respect du Hamas, impressionné par son active participation à la lutte armée. Mahmoud Abbas vient une nouvelle fois de demander sa libération. Jusqu'à présent, les Israéliens ont toujours sèchement rejeté les requêtes de ce type.

OTTAWA PRÊT À COLLABORER

À Ottawa, le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, a affirmé que le gouvernement canadien est prêt à collaborer avec le nouveau premier ministre palestinien. Toutefois, il a refusé de dire si Ottawa est prêt à remettre sur pied son programme d'aide directe.

« Notre gouvernement appuie le peuple palestinien. Nous allons travailler avec la communauté internationale, comme nous l'avons fait dans le passé, pour nous assurer que les fonds nécessaires soient envoyés aux Palestiniens. Les dernières semaines ont été tumultueuses. Nous saluons les efforts du président et du nouveau premier ministre », a déclaré M. MacKay hier durant la période de questions.

Au cours du week-end, le ministre des Affaires étrangères s'est d'ailleurs entretenu avec le président Abbas et le premier ministre Fayyad.

« Notre position n'a pas changé. Nous ne transigeons pas avec les organisations terroristes même si elles font partie d'un gouvernement d'unité comme ce fut le cas dans les territoires palestiniens. Nous collaborons directement avec des leaders comme le président Abbas et le premier ministre Fayyad. Cela va permettre au Canada de faire sa part et d'honorer ses obligations envers les Palestiniens », a ajouté M. MacKay en réponse à une question du Bloc québécois.

Joël-Denis Bellavance



Seuls les véhicules d'occasion Certifiés Étoiles incluent :

- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans/120 000 km
- Assistance routière 24 h/24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne à certifiesetoiles.ca

VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS ÉTOILES
FINANCEMENT À PARTIR DE
2,9 %*
FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

Achetez en toute confiance chez votre concessionnaire Mercedes-Benz.

Véhicules d'occasion Certifiés Étoiles MC

Mercedes-Benz

3455786A 3490759

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2007. *Taux de financement de 2,9 % disponible pendant jusqu'à 36 mois pour les véhicules Certifiés Étoiles des années-modèles 2003 à 2005.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Vigilance et prudence



andre.pratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

La communauté juive du Québec est inquiète. Après l'incendie d'une bibliothèque en 2004 et le cocktail Molotov lancé contre une école l'automne dernier, voici qu'une colonie de vacances juive de Val-David est à son tour la cible d'un incendiaire.

Cette inquiétude, tous les Québécois devraient la partager. Chaque fois que l'intolérance et les préjugés se manifestent, surtout quand ils se manifestent de façon violente, le Québec entier est perdant.

Il faut faire preuve de prudence dans l'appréciation du phénomène antisémite de façon à ne pas donner prise au scepticisme.

Dans le cas de Val-David, il n'est pas certain que ces gestes soient motivés par l'antisémitisme. On comprend néanmoins le porte-parole du B'nai Brith, Steven Slimovitch, de ne pas attendre pour réagir: « Quand deux incendies en peu de temps frappent la propriété d'une communauté juive, on peut penser qu'il s'agit d'une coïncidence. Mais quand il y en a trois, il faut en venir à la conclusion que des gens en ont contre la communauté. »

Le président de la Ligue des droits de la personne de la même organisation, Allan Adel, a demandé « aux leaders et aux citoyens du Québec de se joindre à nous pour dénoncer ces attaques systématiques ». M. Adel a raison: le silence de nos élites est consternant, surtout quand on le compare à l'indignation qui s'était immédiatement manifestée après l'incendie qui avait détruit la bibliothèque de l'école Talmud Torahs Unis.

« Cette attaque révèle encore une fois la menace grandissante de l'antisémitisme au Québec », poursuit M. Adel. Ici, le bât blesse. Peut-on vraiment parler d'une « menace grandissante de l'antisémitisme au Québec » ?

Le rapport des incidents antisémites produit chaque année par le B'nai Brith montre, il est vrai, une augmentation importante du nombre de gestes haineux rapportés à l'organisme, de 133 en 2005 à 226 en 2006. Cette tendance n'est pas exclusive au Québec: au cours des cinq dernières années, le nombre d'incidents répertoriés par l'organisme en Ontario a triplé.

On peut toutefois se demander quelle part de cette augmentation est due à une réelle montée de l'antisémitisme. Outre les préoccupations méthodologiques que soulève ce genre de relevés, on note que le tiers des cas rapportés au Québec en 2006 se sont produits en juillet et août, soit pendant la guerre au Liban. À cette époque, une grande majorité de Québécois étaient scandalisés par la démesure de la riposte israélienne à l'enlèvement de deux soldats. Les gestes rapportés durant cette période étaient-ils de nature antisémite ou anti-Israël? La définition de l'antisémitisme qu'utilise B'nai Brith comprend « la diffamation publique du peuple juif lors des grands rassemblements politiques anti-Israël », ce qui risque d'englober les critiques sévères mais nullement racistes des politiques israéliennes. Fait intéressant, une controverse locale impliquant des Juifs hassidiques, l'affaire des vitres givrées du YMCA, n'a pas suscité de recrudescence de gestes haineux au pays, si l'on en croit les données du B'nai Brith.

Il ne fait pas de doute qu'au Québec comme ailleurs dans le monde, un fond antisémite demeure. Jamais l'affaire des subventions aux écoles privées juives n'aurait pris de telles proportions s'il s'était agi d'écoles d'une autre communauté.

Il faut donc rester vigilant. Mais il faut aussi faire preuve de prudence dans l'appréciation du phénomène antisémite, de façon à ne pas donner prise au scepticisme de ceux qui sont déjà portés à en minimiser la gravité. Comme le soulignait il y a quelques années un haut-fonctionnaire de la Commission européenne, « la critique, légitime en démocratie, de la politique menée par le gouvernement israélien peut vite dégénérer en attaque antisémite. Inversement, on aura trop vite fait de qualifier d'"antisémite" toute critique d'Israël, contribuant par là-même à radicaliser encore les critiques. Tenir cette ligne de crête impose une vigilance intellectuelle et morale» de la part de tous les acteurs concernés.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Qui veut la paix?

Il n'y a plus d'interlocuteurs crédibles, ni en Palestine ni en Israël



JOCELYN COULON
COLLABORATION SPÉCIALE

Le processus de paix israélo-palestinien est en lambeaux. Il n'y a plus d'interlocuteurs crédibles, ni en Palestine ni en Israël. Le peuple palestinien est scindé. Il se retrouve avec, d'un côté, le Hamas, un groupe extrémiste, populaire, mais violent, et de l'autre, Mahmoud Abbas, un président, légitime, mais isolé et coupé de la réalité palestinienne. Le peuple israélien a peur. Il est tiraillé entre un premier ministre affaibli et indécis, et une opposition revancharde qui cherche l'affrontement militaire avec les Palestiniens et, plus largement, avec le Hezbollah, la Syrie et l'Iran. Cette situation catastrophique, Washington l'a suscitée, l'a désirée, puisque, comme en Irak, le chaos est préférable au statu quo. La paix au Proche-Orient… mais qui donc la veut au juste?



PHOTO AWAD AWAD, AFP

Fidèle au président Mahmoud Abbas, un Palestinien armé patrouille les rues de Ramalla.

Dialogue de sourds

Dans ce maelström qu'est le conflit israélo-palestinien depuis 60 ans, chacun cherche un partenaire avec qui faire la paix pour ensuite le rejeter avec violence. Il y a bien eu des avancées depuis 15 ans: les accords d'Oslo, la création d'une autorité palestinienne, la reconnaissance d'Israël par l'OLP, les contours d'une solution permanente. Pourtant, sur le fond du problème, entre le vouloir-vivre côte à côte et les difficiles compromis que cela nécessite, rien ne semble possible. C'est comme si chaque fois qu'il fallait traverser la rivière celle-ci était subitement transformée en un océan insurmontable par les protagonistes. Rien n'illustre mieux cette situation que le contenu de deux textes publiés en vis-à-vis jeudi dans le quotidien français *Le Figaro* par Shimon Pérès, président d'Israël, et Hind Khoury, déléguée générale de Palestine en France.

Shimon Pérès se demande qui veut la paix tout en répondant rapidement à la question: Israël, voyons. Israël est dans son bon droit, partout et toujours, et ne cherche qu'à négocier, dit-il. C'est le Hamas qui fait obstacle en refusant de reconnaître l'État hébreu et de mettre fin à la terreur. Et il y a l'Iran qui cherche à nous anéantir. « Nous, nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour parvenir à la paix », écrit-il. Hind Khoury réplique. « Voilà 12 ans qu'Israël agit comme si la Palestine lui avait toujours appartenu, imposant "sa paix", ou plutôt "sa" guerre », écrit-elle. La population palestinienne est asphyxiée, parquée sur 15 % des territoires prévus par le plan de partage de 1947, et les habitants de Gaza réduits au chômage et à la mendicité la plus abjecte par un boycott international. Dans ces circonstances, écrit-elle, « le gouvernement israélien ne comprend pas l'émergence du Hamas et désigne à la vindicte les Palestiniens comme si ceux-ci étaient enracinés dans la violence ». Nous voulons la paix, mais existe-t-il un véritable partenaire en Israël pour y arriver, se demande-t-elle.

Un regard extérieur

Ces textes, on le voit bien, sont destinés à la propagande. Ce qu'ils ne disent pas est plus important que ce qu'ils assènent. Et là, il faut un regard extérieur, même limité, afin de tenter (je dis bien de tenter) de comprendre la réalité sur le terrain. Alvaro de Soto, envoyé spécial de l'ONU au Proche-Orient, vient de publier son rapport final. Il est dévastateur, particulièrement envers Israël et les États-Unis, tout en n'épargnant nullement les Palestiniens. Il doit être lu en parallèle avec les textes de Pérès et Khoury afin d'en éclairer les lacunes.

Dans ce maelström qu'est le conflit israélo-palestinien depuis 60 ans, chacun cherche un partenaire avec qui faire la paix pour ensuite le rejeter avec violence.

Vous voulez la paix, dit de Soto à Israël, mais votre politique – faits accomplis, imposition de conditions préalables à toute négociation, construction du Mur, expansion des colonies, humiliations quotidiennes, mort violente de dizaines de Palestiniens par mois – la rend de plus en plus impossible. Vous voulez la paix, demande-t-il aux Palestiniens, alors rétablissez l'ordre et la loi, respectez vos obligations découlant des accords passés, débarrassez-vous des milices au style mafieux et des vieilles structures sur lesquelles le Hamas prospère, assainissez votre gouvernance. Et vous, les États-Unis, écrit de Soto, vous voulez la paix, alors cessez de favoriser cette violence entre le Hamas et le Fatah, cette violence que vous « aimez » tant parce qu'elle signifie « que certains Palestiniens résistent au Hamas » tout en oubliant le terrible carnage qui s'ensuit, cessez de marginaliser les autres puissances et de favoriser constamment Israël, cessez d'accuser l'Iran d'être à la source du problème afin de détourner l'opinion de la question palestinienne, cessez de saboter le travail de l'ONU et parlez au Hamas, comme nous parlons au Hezbollah, au Liban, et comme moi-même j'ai parlé aux « terroristes » au Mozambique, au Salvador et abouti à un règlement pacifique dans ces pays.

Quant au reste du monde, il assiste impuissant à cette danse macabre. Devant les événements violents de Gaza, l'Europe s'est fendue d'un insignifiant « si la situation se détériore encore, le Conseil européen se prononcera sur le Proche-Orient ». On a dû être secoué à Washington, à Jérusalem, à Damas, à Téhéran et dans les repaires de terroristes.

Aujourd'hui, avant même la création d'un État palestinien, il y en a deux comme bientôt il y aura trois pays à la place de l'Irak. Et que fait-on? On gesticule, on s'indigne pendant que les nuages s'accumulent.

L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et professeur invité au GERSI et au CERIUM de l'Université de Montréal.
j.coulon@cerium.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

/// **Pour nous écrire: forum@lapresse.ca**

Honte à vous!

Aux grévistes du cimetière Côte-des-Neiges,

Je ne suis pas au courant de vos revendications et, franchement, cela ne m'intéresse aucunement de les connaître. Mais ce que vous devez savoir, et je vous invite à y réfléchir, c'est que vous m'empêchez de vivre mon deuil. Le lundi 11 juin ont eu lieu les funérailles de mon époux. Or à cause de vous, ma famille et moi-même ne pouvons pas inhumer son corps. Le terrain vide attend que vous terminiez votre petite parade devant les portes grillagées du cimetière. Mon époux n'a même pas droit à un « service essentiel », lui qui, pour toute la durée de sa vie, a fait preuve de compassion et d'humanisme. Voilà comment vous, les grévistes, le traitez.

Marie Trudel
Montréal

Qui forme l'opposition officielle?

Il est à se demander qui, pour les journalistes du *Téléjournal* de Radio-Canada, forme l'opposition officielle à Québec. Dans leurs reportages, trois fois sur quatre, ce sont des députés du Parti québécois que l'on voit intervenir à l'Assemblée nationale, alors qu'ils sont moins nombreux que ceux de l'ADQ, qui forme l'opposition officielle. Remarquez que je n'ai rien contre. Les porte-parole de l'ADQ semblent si peu connaître leur sujet et avoir d'idées, que je comprends tout à fait les choix de la télévision d'État.

Sylvio Le Blanc
Montréal

Une question de choix

Comme ça, nos gouvernements seront ravis de contribuer à l'érection de nouvelles installations pour notre Grand Prix du Canada? À la bonne heure, n'est-ce pas, si on ne veut pas se faire damer le pion par Toronto, Vancouver, Calgary ou quelle ville encore? Nos petits – et grands – chérubins, dans leurs écoles vieilles de 40 ans qui coulent, pourrissent ou tombent en morceaux – généralement les trois – n'auront qu'à garder leurs mitaines l'hiver et leurs casques de vélo toute l'année afin de se protéger contre les chutes de gypse, de revêtements de plafond (insonorisés, quand même!). Après tout, on a un Grand Prix à conserver!

Michel Forrest
Montréal

FORUM

La peau de l'ours



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

La présomption est mauvaise conseillère. Pour avoir manifesté une assurance trop proche de l'arrogance, le gouvernement Sarkozy-Fillon se retrouve avec une majorité parlementaire légèrement inférieure à celle que détenait la droite depuis 2002 : moins de 350 sièges, alors que la vague bleue qui s'était dessinée au premier tour en annonçait plus de 400.

Entre les deux tours, la gauche s'est ressaisie, l'électorat s'est remobilisé, avec le résultat que le PS et ses alliés contrôleront le tiers de l'Assemblée nationale – une sorte de victoire morale, compte tenu du fait que l'on prédisait son effondrement.

Dimanche soir, à la télé, les représentants des perdants ne cachaient pas leur satisfaction, alors que ceux des vainqueurs, sous le coup de la déception, avaient l'air de faire contre mauvaise fortune bon coeur. « Ils ont gagné, c'est sûr, mais ils ont une petite mine pâle », glissait, avec un air de fausse compassion, le socialiste Laurent Fabius.

Sarkozy attendait « un chèque en bleu », comme l'écrivait hier le commentateur Roger Antech. Il ne l'a pas eu. Il sera sous surveillance, ce qui du reste est bien mieux pour la démocratie. L'autre grand avantage de ce résultat électoral, c'est que l'opposition sera au Parlement plutôt que dans la rue, comme cela aurait été le cas si la vague sarkoziste avait tout emporté sur son passage.

////////////////////////////

Qu'est-ce qui explique ce léger revirement de l'opinion ? Un excès de triomphalisme du côté des sarkozistes ? Sans doute. Les gens n'aiment pas ceux qui vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais il y a une autre explication, plus tangible.

Entre les deux tours, le ministre de l'Économie, Jean-Louis Borloo, a fait l'erreur majeure de mentionner que la TVA, la TPS française, pourrait augmenter de quelque 5 %. Le *timing* ne pouvait être pire. Le premier ministre Fillon a eu beau promettre que cela ne se produirait pas, le mal était fait, et l'opposition allait *surfer* sur ce thème. Y a-t-il un pays, d'ailleurs, où l'on voterait allègrement pour un gouvernement qui s'engage à limiter draconiennement votre pouvoir d'achat ?

En fait, cette augmentation de la taxe de vente est plus complexe que ce qu'on croit à première vue. Il s'agirait d'une « TVA sociale », une mesure qui existe en Allemagne et au Danemark, et à laquelle même la gauche a déjà songé. Les cotisations des entreprises et des salariés au chapitre de la protection sociale diminueraient en fonction de l'augmentation de la TVA, ce qui, théoriquement, ferait baisser le coût des produits locaux… à supposer que les entreprises répercutent la baisse de leurs charges sur leurs prix. (En revanche, les produits importés, de plus en plus nombreux, coûteraient plus chers, et les bas salariés, sans parler des sans-travail, ne verraient pas l'effet de la diminution des cotisations.) Quoiqu'il en soit, ce n'était certainement pas le genre de projet à jeter sur la table au beau milieu d'une campagne électorale.

////////////////////////////

Coup dur pour le tandem Sarkozy-Fillon, le gouvernement perd son meilleur cerveau et son ministre le plus expérimenté en la personne d'Alain Juppé, battu par seulement 500 voix dans son fief bordelais par une candidate sans envergure.

Toujours présomptueux, Nicolas Sarkozy avait déclaré que les députés qui perdraient leur siège ne pourraient pas faire partie du Conseil des ministres (même si en France, nombre de ministres ne sont pas élus). Maintenant, il lui faudra trouver un remplaçant à M. Juppé, qui détenait le superministère d'État de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement du territoire.

Voilà un choc de plus, et immérité celui-là, après l'affaire des « emplois fictifs » qui avait valu à M. Juppé d'être interdit de fonction politique pendant un an (c'est au Québec qu'il avait passé cette « sabbatique » forcée) – un délit courant dans la classe politique française, et pour lequel Alain Juppé avait en quelque sorte, payé pour les autres… dont Jacques Chirac, qui a commis les mêmes abus mais était protégé (jusqu'à hier, toutefois…) par l'immunité présidentielle.

////////////////////////////

Quant aux socialistes, même s'ils s'en tirent mieux que prévu, ils ne sont pas pour autant au bout de leurs peines. Leur premier secrétaire, François Hollande, le bouc émissaire de toutes leurs récentes déconvenues, aura peut-être gagné un petit répit, mais la guerre est engagée, tant sur le plan personnel qu'idéologique. Le PS devra faire, bon gré mal gré, son « aggiornamento » tandis que ses vieux caciques et ses jeunes loups se disputeront la direction du parti. Sans compter la louve Ségolène…

Pour redevenir le parti des Québécois

Pauline Marois officiellement candidate à la direction du PQ

PAULINE MAROIS
Nous vous présentons ici intégralement un texte que M^me^ Marois a rendu public, hier matin, en déposant officiellement sa candidature pour devenir la prochaine cheffe du Parti québécois.

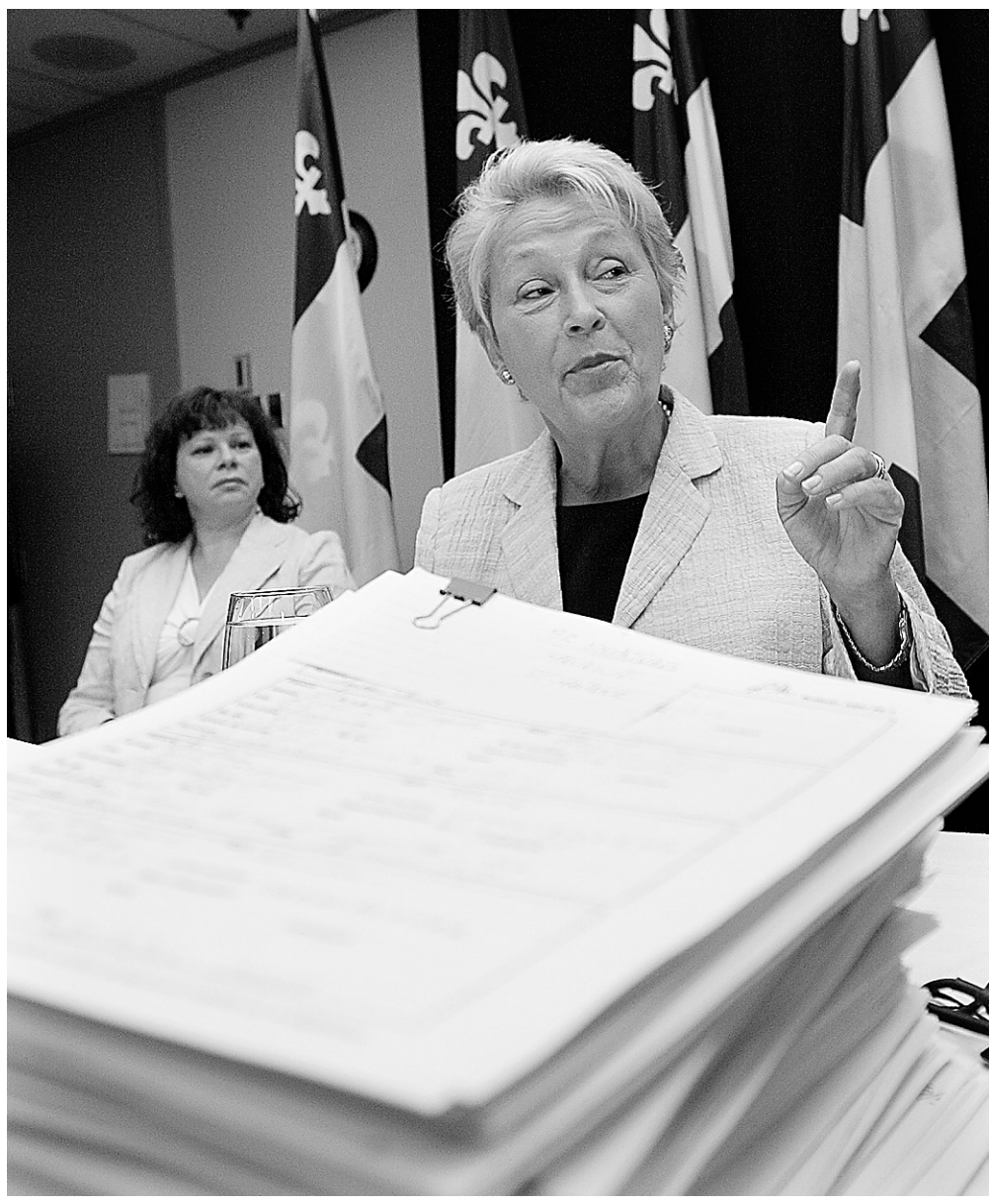


PHOTO RYAN REMIORZ, PC

Pauline Marois a déposé son bulletin de candidature hier à la permanence du Parti québécois. Elle brigue la direction du PQ pour la troisième fois de sa carrière, espérant succéder à André Boisclair, qui a démissionné le 8 mai dernier.

Pendant 18 mois, j'ai été absente de la scène politique. Si j'ai choisi de revenir, c'est que j'ai la profonde conviction que notre parti, malgré les heures difficiles qu'il traverse, peut faire encore beaucoup pour le Québec.

Pour peu bien sûr qu'il soit capable de se parler avec franchise et de se dire les choses telles qu'elles sont.

Le 26 mars dernier, les électeurs ont infligé une sévère défaite au Parti québécois. Il serait facile de pointer du doigt telle ou telle raison pour expliquer cette défaite. Pourtant nous ne ferions que nous cacher la tête dans le sable. Ce n'était pas un simple accident de parcours. Depuis 1994, on assiste à une baisse constante de la popularité de notre parti.

Pourquoi ? Pourquoi notre parti a-t-il perdu la confiance de bon nombre de Québécois? Parce que nous n'avons pas su écouter ce qu'ils nous disaient. Parce que nous nous sommes enfermés dans des doctrines et des discussions en vase clos. Parce que dans notre désir de faire ce que nous croyions être le mieux pour les gens, nous avons oublié d'entendre ce qu'eux considéraient être le meilleur pour eux-mêmes. Parce que nous avons manqué du courage nécessaire pour proposer des changements devenus incontournables dans notre société.

Écouter la population

Nous avons, de bonne foi, fait des erreurs, ce qui est inévitable dans l'action. Mais, pour retrouver la confiance des Québécois, nous devons, comme parti, nous remettre à l'écoute de la population et accepter les nécessaires changements qu'elle nous propose. Car un parti politique qui n'est pas à l'écoute de la population se condamne inévitablement à la marginalité, voire à la disparition.

Le 26 mars dernier, j'ai pris fait et acte de choses importantes que les Québécois nous ont dit.

D'abord, qu'ils ne se sentaient pas prêts à rouvrir maintenant la discussion décisive sur la souveraineté du Québec et qu'ils n'en pouvaient plus de se voir enfermés dans un stérile débat sur la date, le jour, l'heure du référendum, bref, dans la mécanique. Mais, du même souffle, ils nous ont indiqué qu'ils voulaient sans attendre voir leur identité et leurs valeurs fondamentales être affirmées haut et fort.

Ensuite, qu'ils ne se reconnaissaient plus dans certains dogmes qui prévalent au Québec depuis la Révolution tranquille et dont nous nous sommes faits les porte-parole et qu'il fallait nous soucier de l'endettement collectif qui risque de condamner nos enfants à être écrasés sous un fardeau intenable.

Le Parti québécois doit rompre avec le piège de l'échéancier ou de l'obligation référendaire.

Enfin, qu'ils attendaient des actions réalistes, concrètes et immédiates, dans certains dossiers où ils ont des inquiétudes particulières.

Comme démocrate, je suis profondément convaincue que le peuple est souverain et que, comme parti politique, nous avons le devoir de l'écouter avec respect et de répondre à ses aspirations. C'est la condition première pour obtenir sa confiance.

Renouveler notre parti

Depuis sa fondation, le Parti québécois s'est construit sur deux piliers : la social-démocratie et la souveraineté. Vouloir les renier lui ferait perdre sa raison d'être. Tout comme le fait de se radicaliser en refusant d'avance à gouverner un Québec encore province, serait une recette assurée pour l'exclusion, voire le suicide politique.

Depuis 40 ans, le Québec a changé. Et si le Québec et les Québécois ont évolué, le Parti québécois doit lui aussi évoluer.

Partout en Occident, des partis progressistes, sans rien renier de leurs valeurs profondes, adaptent leurs politiques. Nous ne devons pas craindre d'en faire autant et de nous renouveler à partir des attentes de la population. Posons-nous la question: comment être souverainiste, comment être social-démocrate en 2007?

Sur la souveraineté

Plus personne ne conteste désormais que les Québécoises et les Québécois, par leur histoire, leur langue, leur culture, le territoire qu'ils occupent, les institutions qu'ils ont créées au fil des siècles, les liens qu'ils ont tissés avec le monde, forment une nation. Pour ma part, je suis persuadée qu'aucun peuple ne peut renoncer à sa souveraineté et qu'aucun parti politique n'a moralement le droit d'écarter d'une manière définitive le droit d'un peuple à s'autodéterminer.

Au Parti québécois, nous croyons que le Québec possède tout ce qu'il faut pour devenir un véritable pays et que nous ne pourrons nous réaliser pleinement, comme nation, que lorsque nous nous gouvernerons nous-mêmes.

Mais il faut se rappeler, comme parti, que l'important, c'est l'objectif que nous poursuivons. Pour l'atteindre, il faut que le mouvement souverainiste, ses membres, deviennent les artisans de la mobilisation pour la souveraineté. Cette responsabilité ne doit plus reposer sur les seules épaules du chef ou de l'aile parlementaire. À travers des moyens que nous définirons ensemble, il appartiendra à chacune et à chacun d'entre nous d'agir. Car tout le temps et toute l'énergie passés à débattre du jour et de l'heure sont du temps et de l'énergie qui ne sont pas consacrés à parler du pays. Je refuse de m'engager dans cette voie. Le Parti québécois doit rompre avec le piège d'échéancier ou d'obligation référendaire.

Gardons-nous la liberté d'agir au mieux des circonstances, de conclure au besoin les alliances nécessaires. Dès maintenant, défendons et promouvons à chaque instant l'identité, les valeurs et les intérêts de la nation québécoise. Faisons-nous confiance et faisons confiance à l'intelligence, à la sagesse et à la volonté du peuple québécois.

Sur la social-démocratie

Par ailleurs, le Parti québécois doit moderniser sa conception de la social-démocratie pour la faire reposer sur une lecture réaliste et progressiste d'un Québec et d'un monde qui a changé. Nous devons en finir avec certaines idées toutes faites dans lesquels une très large majorité de Québécois ne se reconnaissent plus. Nous devons accepter de nous ouvrir à des formes nouvelles et audacieuses de collaboration entre le secteur privé, le secteur communautaire et le secteur public. Il n'y a rien qui ne puisse être remis en question si cela sert le bien commun. Et le bien commun s'inscrit aussi dans le bien-être individuel. L'équité et la justice sociale ne sont pas nécessairement synonymes d'uniformité.

Il faut mettre résolument le cap sur la création de richesse, dans une perspective de développement durable. Non parce que la richesse est une fin en soi mais parce qu'elle est LA condition essentielle pour faire avancer l'égalité des chances, financer les services publics et les programmes sociaux et bâtir la vraie solidarité. On ne peut pas répartir de l'argent que l'on n'a pas.

Il faut, une fois pour toutes, en finir avec cette peur de la richesse comme s'il s'agissait de quelque chose qui nous détournerait du bien commun et de la solidarité. Au contraire, c'est grâce à la richesse que nous pourrons être mieux solidaires.

Nous devons également prendre conscience de la crise de confiance de la population à l'égard des institutions et des services publics et offrir des garanties sur l'utilisation de leurs taxes et impôts.

Il nous faut aussi inscrire au cœur de nos propositions politiques : la famille dans son sens le plus large, comme pilier de notre société; l'éducation, comme lieu de transmission du savoir et d'instauration de l'égalité des chances; l'environnement, parce que, plus que jamais, notre planète est fragile; la santé, parce qu'elle doit demeurer la garantie de notre solidarité, pour notre génération mais aussi pour celles de nos enfants et de nos petits-enfants; enfin, la culture qui est la marque la plus distinctive de ce que nous sommes.

Et ce que nous sommes, c'est notre histoire. Ce sont les valeurs que nous partageons, toutes origines confondues : avant tout francophones, solidaires et démocrates, attachés au principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, tolérants mais désireux du respect de cette identité.

C'est ce parti renouvelé avec vous que je veux diriger. Un parti qui se parle avec franchise, qui part des préoccupations concrètes des gens et cherche ensuite à y répondre par des politiques adaptées à notre époque et fidèles à nos valeurs. Un parti qui se fait confiance.

Le Parti québécois doit redevenir le parti des Québécoises et des Québécois.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

HANDYCAM

SONY



Catriona LeMay Doan, deux fois médaillée d'or olympique en patinage de vitesse, membre de l'Ordre du Canada et maman.







Les moments précieux n'arrivent qu'une fois Saisissez-les en haute définition

« Alors que ma famille grandit, il est important pour moi de pouvoir saisir des heures de plaisir en famille, peu importe où nous voyageons. Le caméscope HandycamMD haute définition à disque dur Sony peut enregistrer de nombreuses heures d'images et de son haute définition exceptionnels. Et il permet une connexion facile à un PC afin que chaque moment précieux puisse être enregistré directement au disque dur du caméscope. Il est idéal pour les familles comme la mienne qui sont toujours en mouvement! »

Le format AVCHDMC produit une vidéo haute définition (HD) jusqu'à 1080 lignes de résolution horizontale et une audio haute qualité Full HD. Les caméscopes Handycam haute définition sont aussi dotés d'un capteur SCOM ClearVidMC pour enregistrer une luminosité précise, réduire le bruit d'image avec un nombre plus élevé de pixels, le tout donnant des images claires et détaillées.





ACCESSOIRES OPTIONNELS



NP-FH100
Extra-longue autonomie de pile pour les longues vacances.



VCL-HG0737
Saisissez toute l'action avec un grand-angulaire de conversion

Full HD 1080

NOUVEAU

HDR-SR7 | Caméscope Handycam AVCHD à disque dur

- Enregistrement haute définition sur le disque dur de 60 Go
- Saisie de photos à 6,1 mégapixels
- Objectif Carl Zeiss[MD] Vario-Sonnar[MD]
- Connexion HDMI à téléviseur haute définition

Pour plus d'informations, visitez **Maison Sony**[MD] ou **www.fr.sonystyle.ca** ou composez le 1-888-289-7669.



Des points Sony pour des produits Sony. Plus rapidement!

Incomparable[mc]

Maison Sony · Future Shop · Best Buy · Dumoulin · L.L. Lozeau · Davidson · Audio Video Centrale · Brault & Martineau · Maison Ethier · Photo CDM · Boutique Electronique · Lord Photo

[MD/MC] Sony, Maison Sony, Sony Style et Handycam sont des marques déposées et SCOM ClearVid est une marque de commerce de Sony Corporation.
Carl Zeiss et Vario-Sonnar sont des marques de commerce de Carl Zeiss. Les images aux écrans sont des simulations. Caractéristiques et spécifications sujettes à changement sans avis. A.E. & O.E.

3482127BA